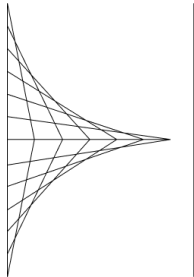


Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

Caléo - Rapport final, appréciation des charges et produits RevC

Septembre 2025





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

Paris Infrastructure Advisory
www.Parisinfrastructureadvisory.com
contact@parisinfrastructureadvisory.com

Client : Commission de régulation de l'énergie

Projet : Audit du niveau des charges et produits d'exploitation des entreprises locales de distribution de gaz naturel disposant d'un tarif spécifique

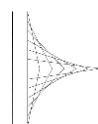
Sujet : Caléo – Rapport final

Commentaires : REVE : Harmonisation finale

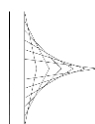
E	05/09/25	Final	L. Aljounaidi	L. Aljounaidi
D	21/08/25	Final	L. Aljounaidi	L. Aljounaidi
C	06/08/25	Final	J. Lützenkirchen	L. Aljounaidi
A	04/08/25	Final	J. Lützenkirchen	L. Aljounaidi
A	22/07/25	Final	J. Lützenkirchen	L. Aljounaidi
Rev	JJ/MM/AA	Statut	Rédige par	Emis Par

Table des matières

I.	Introduction	4
A.	Contexte	4
B.	Objectif et Problématique.....	4
C.	Récapitulatif des documents reçus et analysés.....	5
D.	Evolution du périmètre en cours d'analyse.....	5
E.	Chronologie des échanges	7
F.	Glossaire	7
II.	Hypothèses et données de référence.....	9
A.	Données de référence ATRD 6.....	9
B.	Inflation.....	9
C.	Dissociation comptable	9
III.	Synthèse des résultats de l'audit.....	12
IV.	Consommations externes (Hors AMRs)	14
A.	Fournitures non stockables	14
B.	Achats stockés.....	15
C.	Achats de matériel, équipement et travaux	16
D.	Achats matières et fournitures non stockées.....	19
E.	Loyers, crédit-bail et charges locatives	22
F.	Redevances.....	24
G.	Services extérieurs entretien et maintenance	27
H.	Assurances.....	31
I.	Prestations externes	33
J.	Dépenses de Communication	35
K.	Aides Commerciales	37
L.	Autres Charges.....	38
M.	Synthèse de la rubrique Consommations externes	41
V.	Charges de personnel	42
A.	Rémunérations principales	42
A.1.	Masse salariale	42
A.2.	Rémunération moyenne	44
A.3.	Trajectoire de la rémunération principale	46



B.	Charges Sociales.....	47
C.	CCAS 1%	49
D.	Autres charges de personnel	50
E.	Synthèse de la rubrique Charges de personnel	53
VI.	Impôts et taxes	53
A.	Contribution économique territoriale	53
B.	Autres impôts et taxes	56
C.	Synthèse de la rubrique Impôts et taxes	59
VII.	Recettes extra-tarifaires	60
A.	Transfert de charges.....	60
B.	Locations de compteurs et postes.....	61
C.	Prestations catalogue	63
D.	Travaux et prestations pour tiers.....	65
E.	Autres recettes.....	66
F.	Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires	68
VIII.	Production immobilisée	70
IX.	Charges et produits communes non péréquées à retraiter	72



I. Introduction

A. Contexte

L'article L. 452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodes utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 23 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 22 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 22 GRD, les neuf plus importants disposent chacun d'un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dit « tarifs ATRD6 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1er juillet 2022, en application de la délibération de la CRE du 27 janvier 2022.

Dans la perspective de la prochaine période de régulation (2026-2029), la CRE élabore actuellement la trajectoire tarifaire prévisionnelle de ces neuf ELDs. L'établissement des niveaux de charges à retenir doit répondre aux exigences de l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace »

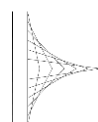
L'évaluation de la CRE doit ainsi reposer sur une analyse détaillée des charges prévisionnelles de chaque opérateur, en distinguant les charges d'exploitation et les charges de capital. Il est donc essentiel pour la CRE de disposer d'une connaissance précise de la structure des coûts de ces gestionnaires de réseaux afin d'évaluer leur niveau et leur efficacité, tant sur la période 2022-2025 que sur la période à venir.

B. Objectif et Problématique

Cet audit vise à fournir à la CRE la compréhension nécessaire des charges et produits d'exploitation de Caléo Guebwiller sur la période de régulation actuelle (données réalisées de 2022 à 2024 et estimées pour 2025), ainsi que des charges et produits d'exploitation prévisionnels présentés par les opérateurs pour la prochaine période tarifaire (2026-2029).

Il permet de, pour chaque poste de charges et produits d'exploitation :

- Comprendre les fondamentaux sous-jacents à chaque poste de charges et produits d'exploitation (pour la période 2022-2029)
- Comprendre les hypothèses sous-jacentes à leur évolution
- Porter une appréciation sur les évolutions proposées par l'opérateur sur les exercices 2026-2029, notamment en s'appuyant sur l'analyse des niveaux de charges réalisées et estimées ainsi que sur les derniers budgets d'exploitation validés par les organes de direction de l'opérateur.



- Porter une appréciation sur l'efficacité de l'opérateur sur les exercices 2022, 2023 et 2024 et sur l'amélioration de l'efficacité prévue sur la période ATRD 7.
- Éventuellement, si l'analyse conclue que le niveau des charges réalisées et prévisionnelles de l'opérateur n'est pas efficace, proposer un niveau de charges d'exploitation efficace pouvant être atteint par l'opérateur.

C. Récapitulatif des documents reçus et analysés

Les documents reçus et analysés sont :

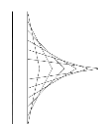
- Le dossier tarifaire présenté à la CRE pour la période ATRD7 à venir
 - Le fichier EXCEL support au dossier tarifaire « ATRD7 Matrice Trajectoire ATRD7_CRE »
 - Le fichier EXCEL spécifique AMR « AMR ATRD7 »
- Le dossier tarifaire mis à jour tenant compte de la perte de la SDP Eau
 - Le fichier EXCEL support au dossier tarifaire « ATRD7 Matrice Trajectoire ATRD7_250620 »
- La documentation comptable de référence :
 - Rapport des CAC 2022 et 2023
 - La plaquette 2024
 - Balances générales comptables 2022, 2023, 2024
- Les données comptables spécifiques à l'activité de GRD Gaz
 - Clés de dissociations pour 2024
 - Affectation de la BG à l'activité GRD Gaz pour 2022, 2023, 2024
- Les paramètres et ratios opérationnels de l'activité « ELD_Paramètres et ratios opérationnels_Tarif ATRD7_CRE »
- Les réponses apportées par Caléo au questionnaire transmis dans le cadre du présent Audit (sans considération de la perte de la DSP Eau)
- Réponses au questionnaire et commentaires sur le rapport pré-contradictoire mise à jour considérant la perte de la DSP Eau « Complément_ATRD7_CALEO_v2025_07_15 »
 - Le fichier EXCEL support « Justification des charges gaz 2024 »
 - Le fichier EXCEL de la comparaison des offres pour le nouveau système informatique « Tableau de synthèse d'analyse des offres 17052021 »

D. Evolution du périmètre en cours d'analyse

Périmètre de Caléo

Depuis 2007, Caléo exploite à la fois les réseaux de distribution de gaz et d'eau dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Cette organisation lui permettait de mutualiser certains coûts fixes et frais généraux entre les deux activités, réduisant ainsi la base de coûts imputée à la distribution de gaz.

En juin 2025, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) a informé l'opérateur qu'il ne serait pas retenu pour le renouvellement de la DSP eau, qui prendra fin en 2026. À partir de 2027, Caléo ne pourra donc plus répartir une partie de ses coûts fixes sur



l'activité eau ; ceux-ci seront intégralement supportés par l'activité gaz. Ce changement entraîne une augmentation structurelle de la base de coûts liée à la distribution de gaz.

Prenant acte de la décision de la CCRG, Caléo a transmis un plan d'affaire mis à jour le 20 juin.

Prise en compte du nouveau périmètre

La trajectoire révisée de l'opérateur a été communiquée au consultant suite à l'émission du rapport pré-contradictoire à destination de l'opérateur.

Suite à cela, le consultant a lancé la phase 4 (audit de la trajectoire mise à jour) de la mission sans le support juridique engageant la CRE et l'ELD concernée. Un rapport pré-contradictoire mis à jour a été partagé avec l'opérateur le 8 juillet. Dans ce rapport, l'appréciation initiale a été complétée par l'appréciation de l'impact du changement de périmètre sur la trajectoire de l'opérateur.

Le retour contradictoire de l'opérateur a porté à la fois sur l'évaluation de la trajectoire initiale et sur l'analyse de l'impact de la perte de mutualisation liée à la fin de la DSP eau.

Un rapport final intégrant la phase 4 a été émis à destination de la CRE le 22 juillet. Les commentaires de la CRE sur cette version du rapport ont été reçus le 24 juillet.

Mise en conformité du rapport final

Lors de la finalisation du rapport d'audit, il est apparu nécessaire d'adapter le périmètre de restitution pour se conformer strictement aux dispositions du Cahier des Clauses Particulières (CCP). En effet, la phase 4 a été effectuée par erreur, sans le support juridique engageant la CRE et l'ELD concernée.

Suite à un échange avec la CRE le 1er août, et afin de clarifier la situation, il a été décidé de finaliser le rapport de Caléo sans intégrer la phase 4.

Cette adaptation vise à garantir la conformité de l'audit et à faciliter l'utilisation du rapport par les différentes parties prenantes.

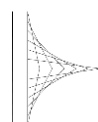
Approche retenue pour la finalisation des phases 1 à 3

Le rapport pré-contradictoire intégrant la phase 4 avait donné lieu à des observations de contradictoires de l'opérateur, et la version finale transmise à la CRE incorporait également cette phase, sur laquelle la CRE avait apporté ses commentaires.

Pour finaliser les phases 1 à 3, il a donc été procédé à une analyse rigoureuse visant à distinguer les éléments relatifs à la trajectoire initiale de l'opérateur dans :

- l'appréciation de l'auditeur ;
- les éléments contradictoires présentés par l'opérateur ;
- les commentaires de la CRE.

Seuls les éléments relatifs à la trajectoire initiale de l'opérateur ont été retenus. Étant donné que l'événement déclencheur (fin de la DSP eau et perte de mutualisation des charges) est distinct et clairement identifiable, la distinction entre les analyses initiale et mise à jour a été réalisée sans difficulté majeure.



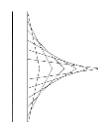
E. Chronologie des échanges

Le déroulement de l'audit ATRD7 de Caléo a été le suivant jusqu'à aujourd'hui

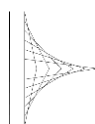
Point d'étape	Date
Réunion de démarrage	12 mai 2025
Réception de tous les documents demandés	13 mai 2025
Envoi du questionnaire à Caléo	23 mai 2025
Premier échange technique	26 mai 2025
Réception des réponses au questionnaire	28 mai 2025
Réception de la demande mise à jour	20 juin 2025
Envoi du rapport pré-contradictoire à Caléo	23 juin 2025
Réunion pré-contradictoire	23 juin 2025
Envoi du rapport pré-contradictoire mis à jour à Caléo	8 juillet 2025
Réception des réponses et commentaires sur le rapport pré-contradictoire	15 juillet 2025
Présentation du rapport final à la CRE	22 juillet 2025

F. Glossaire

Sigle	Explication
AMR	Compteur communiquant, « Automatic Meter Reading »
ATRD	Accès des Tiers au Réseau de Distribution de gaz naturel
BP	Plan d'affaires, « Business Plan »
CET	Contribution Economique Territoriale
CFE	Cotisation Foncière des Entreprises
CICM	Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes gaz
CNE	Charges Nettes d'Exploitation
CRCP	Compte de Régularisation des Charges et des Produits



CVAE	Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises
ELD	Entreprise Locale de Distribution
ETP	Equivalent Temps Plein
GRD	Gestionnaire du Réseau de Distribution
GVT	Glissement Vieillesse et Technicité
SNB	Salaire Nationale de Base



II. Hypothèses et données de référence

A. Données de référence ATRD 6

La trajectoire des charges nettes d'exploitation hors AMR de Caléo sur la période ATRD 6 est la suivante.

hors AMR	2022	2023	2024	2025	Moyenne
Caléo	1.446,1	1.497,0	1.520,4	1.581,8	1.511,3

Tableau 1 - Trajectoire de référence ATRD 6 OPEX hors AMR

La trajectoire ATRD 6 pour les OPEX AMR est la suivante.

hors AMR	2022	2023	2024	2025	Moyenne
Caléo	0,0	90,2	108,6	126,3	81,3

Tableau 1 - Trajectoire de référence ATRD 6 OPEX AMR

Dans un premier temps, des écarts ont été constatés entre les valeurs utilisées par Caléo et celles de la CRE. Sur demande, Caléo a vérifié ses valeurs et a identifié des écarts erronés parmi les « Redevances de droit de contrôle ». L'opérateur a corrigé ses fichiers en fonction des valeurs de la CRE.

B. Inflation

La délibération ATRD6 définit l'inflation à appliquer comme suit « L'inflation réalisée est définie comme l'évolution de la valeur moyenne de l'indice des prix à la consommation hors tabac, tel que calculé par l'INSEE pour l'ensemble des ménages France entière (référéncé INSEE 1763852), constaté sur l'année civile *N-1*, par rapport à la valeur moyenne du même indice constatée sur l'année civile 2020 ».

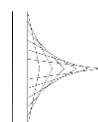
Ainsi calculée, la trajectoire d'inflation réalisée de référence est :

	2021	2022	2023	2024	2025
Réalisé (INSEE)	Année de référence	5,34%	4,82%	1,85%	1,80%

Tableau 2 - Trajectoire d'inflation réalisée sur ATRD 6

C. Dissociation comptable

La dissociation des comptes de la Balance générale vers le secteur « GRD Gaz » s'effectue selon un processus en deux étapes.



La première étape est la dissociation entre l'activité Eau et l'activité Gaz. L'une des quatre clés (nombre d'affaires traitées, nombre de PDS, nombre de factures, ml de réseau) est utilisée pour la dissociation entre les secteurs Gaz ou Eau. Les documents mis à disposition ne permettent pas d'associer les clés aux différents comptes comptables. La clé de répartition Gaz et Eau est revue chaque année en fonction des chiffres réels.

La deuxième étape est la répartition par « fournisseur » et « GRD ». Le processus se répète en utilisant des clés clairement identifiées pour chaque compte. Celles-ci s'articulent comme suit :

- Les charges et produits relevant à 100 % du GRD comprennent les achats de matériel et travaux refacturés (comptes 60), l'entretien du réseau et des ouvrages (61), des prestations d'étude ponctuelles (62), la redevance de concession et les provisions pour renouvellement (65), les dotations aux amortissements (68), ainsi que les produits liés aux prestations de service, à l'acheminement, aux locations d'équipements et à la production immobilisée (comptes 70 et 72).
- Les postes répartis 50/50 entre activités couvrent la CVAE, les redevances informatiques, les créances irrécouvrables et autres charges de gestion courante, les intérêts sur compte courant bancaire, les provisions pour risques et pour dépréciation de clients ainsi que les produits annexes et les reprises de provisions sur créances douteuses.
- Les charges ventilées selon la clé ETP (68 % en 2024) concernent principalement la maintenance informatique, l'affranchissement ainsi que les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.
- Les comptes répartis selon la clé salaires (70 % en 2024) regroupent l'assurance multirisques et la formation (61), les prestations liées au personnel intérimaire, honoraires, restauration, mécénat et cotisations (62), les contributions obligatoires comme la TICGN et l'Organic (63), les salaires et charges sociales (64), les compléments en nature électricité (65) ainsi que les reprises sur provisions pour risques et charges (78).
- La clé superficie (65 % en 2024) s'applique principalement aux locations immobilières et maintenance propreté bâtiment
- Les charges réparties selon la clé résultat concernent l'impôt sur les bénéfices et les crédits d'impôts, affectés uniquement au GRD Gaz en 2024.

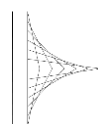
Ces clés sont mises à jour chaque année en fonction de l'évolution des paramètres.

Les anomalies constatées dans les données de dissociation ont pu être expliquées par l'opérateur.

Passage des comptes dissociés au réalisé ATRD 6

Il apparaît que les données présentées dans les onglets « OPEX € courants (hors AMR) » et « OPEX € courants AMR », sous les colonnes Réalisé 2022, 2023 et 2024, correspondent aux données issues de la comptabilité dissociée de l'entreprise, selon la répartition suivante :

- Les OPEX réalisés sont la somme des montants "OPEX € courants AMR" et "OPEX € courants (hors AMR)"
- Pour chaque ligne de la matrice tarifaire, les OPEX réalisés se retrouvent à partir de la comptabilité dissociée de Caléo en sommant les montants correspondant aux comptes comptables identifiés entre parenthèses.



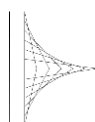
Les numéros de comptes effectivement utilisés par Caléo ne suivent pas toujours les descriptions des lignes de la matrice trajectoire. Des documents supplémentaires fournis par Caléo ont permis de réduire les écarts entre la comptabilité dissociée et les valeurs des charges nettes d'exploitation dites « réalisées ». L'analyse aboutit à une concordance ou à des écarts négligeables pour la majorité des valeurs.

L'analyse constate que les comptes comptables considérés pour les recettes extra-tarifaires sont : les comptes suivants : 791 (transfert de charges) ; 7060 ; 7061 ; 7062 ; 7064 ; 7068 ; 704 ; 708 ; 709.

Des écarts subsistent cependant sur une dizaine de postes. Ils pourraient être expliqués par le traitement en comptabilité analytique de Gazpar et du Biométhane.

Ils pourraient aussi être expliqués par des retraitements opérés par Caléo.

Selon l'approche retenue pour l'appréciation, les écarts ont pu être intégrés ou non : lorsqu'une formule basée sur les inducteurs techniques et opérationnels a été appliquée, l'écart n'a pas été retenu ; en revanche, pour les postes fondés sur les données réalisées, les éléments issus de la balance dissociée ont été utilisés.



III. Synthèse des résultats de l'audit

Cette section détaille les principaux ajustements proposés à l'issue de l'audit des charges et produits de Caléo Guebwiller.

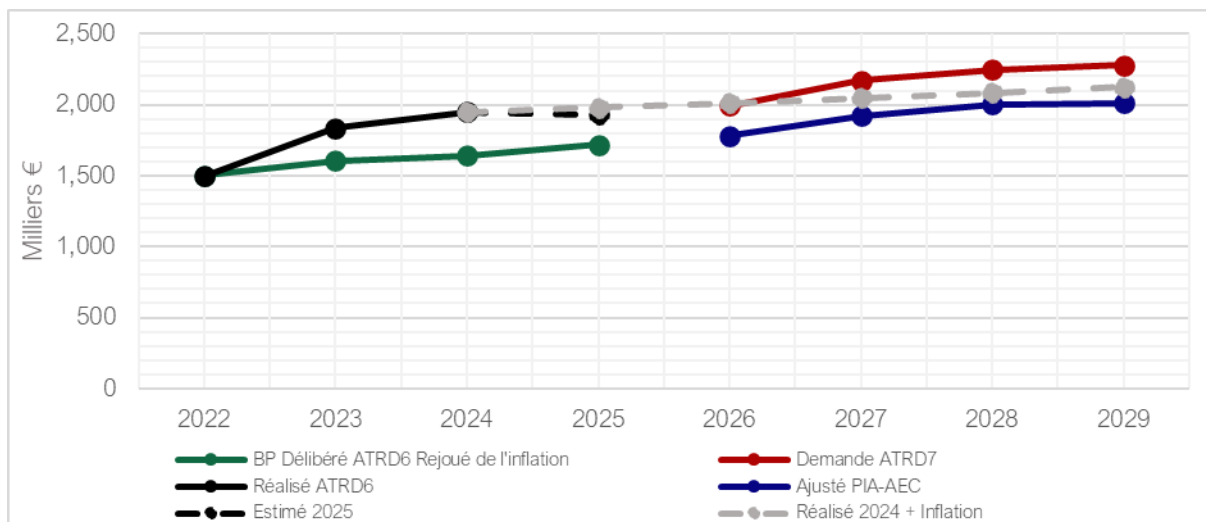


Figure 1 – Evolution du total des charges à couvrir

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	1,996.4	2,169.8	2,249.0	2,279.3	2,173.6
Ajusté PIA-AEC	1,783.4	1,919.9	2,003.7	2,012.6	1,929.9
Ecart (en valeur)	-213.0	-249.9	-245.3	-266.7	-243.7
Ecart (en% du poste)	-10.7%	-11.5%	-10.9%	-11.7%	-11.2%

Tableau 3 – Total des charges à couvrir, Demande et proposition finale

L'ajustement global proposé par le consultant revoit en moyenne de 14% à la baisse la demande totale des charges à couvrir de l'opérateur pour la période tarifaire à venir.

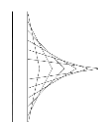
Les principaux ajustements sont les suivants :

Production Immobilisée

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecart (en valeur)	54,0	36,9	29,8	33,1	38,4
Ecart (en % du poste)	27,0%	27,0%	27,0%	27,1%	27,0%

Tableau 4 – Services extérieurs entretien et maintenance, Ecart demande – proposition

La production immobilisée est augmentée de 38 k€ dans l'analyse, ce qui correspond à 1,77 % de la CNE. La méthodologie basée sur les prévisions des CAPEX G1 à G8 correspond à la



démarche de Caléo, mais avec l'application de la moyenne des pourcentages obtenus pour les années 2022 à 2024.

Autres charges sociales

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecarts (en valeur)	[Confidentiel]				
Ecarts (en % du poste)					

Tableau 5 – Charges sociales, Ecart demande – proposition

L'ajustement proposé pour le poste Charges sociales représente en moyenne 1,57% des CNE demandées par l'opérateur sur la période tarifaire à venir, soit [confidentiel] en moyenne sur les années 2026-2029. L'écart résulte principalement d'une méthodologie fondamentalement différente dans la détermination des avantages en nature énergétiques, pour lesquels une trajectoire décroissante de l'évolution des prix a été utilisée.

Services extérieurs entretien et maintenance

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecarts (en valeur)	-17,2	-27,5	-38,2	-49,3	-33,1
Ecarts (en % du poste)	-7,1%	-11,1%	-15,1%	-19,2%	-13,2%

Tableau 6 – Services extérieurs entretien et maintenance, Ecart demande – proposition

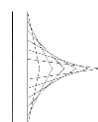
Un ajustement de la trajectoire ATRD7 des services extérieurs d'un montant moyen de 33 k€ est proposée, ce qui correspond à 1,52 % des CNE. La nouvelle trajectoire soutient déjà un niveau nettement plus élevé que celui des périodes précédentes, mais la forte augmentation continue des coûts informatiques, telle que décrite dans la demande de Caléo, ne semble pas pouvoir être étayée de manière compréhensible.

Autres taxes et impôts

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Ecarts (en valeur)	-29.7	-30.9	-32.1	-33.3	-31.5
Ecarts (en % du poste)	-54.3%	-55.6%	-56.7%	-57.7%	-56.1%

Tableau 7 – Autres taxes et impôts, Ecart demande – proposition

L'ajustement du poste autres taxes comprend une réduction d'environ 1,45% de la CNE par rapport à la demande initiale de l'opérateur. Cela correspond à une diminution moyenne de 31k€ par an. La détermination de la trajectoire ATRD7 par l'opérateur s'appuyait sur le réalisé 2024, qui contenait certains effets conjoncturels et diffère nettement du réalisé des années précédentes.



IV. Consommations externes (Hors AMRs)

A. Fournitures non stockables

Les « fournitures non stockables » sont des biens ou services consommés immédiatement et non stockables, comme l'énergie, l'eau ou les petites fournitures. Ce poste représente **0,28% des CNE**

1) Explication de la demande par Caléo

Dans le dossier tarifaire, Caléo explique que leur demande ATRD 7 correspond au réalisé 2024 inflaté.

2) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La demande de Caléo d'une évolution du poste en ligne avec l'inflation à partir du réalisé 2024 est raisonnable et ne fait pas l'objet d'ajustement.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	5.9	6.0	6.1	6.2	6.0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	5.9	6.0	6.1	6.2	6.0
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart (en% du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

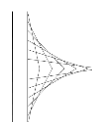
Tableau 8 - Fourniture non stockables demande et proposition pré-contradictoire

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a pris note de l'acceptation de sa demande.

4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La proposition pré-contradictoire correspondant à la demande de Caléo est maintenue.



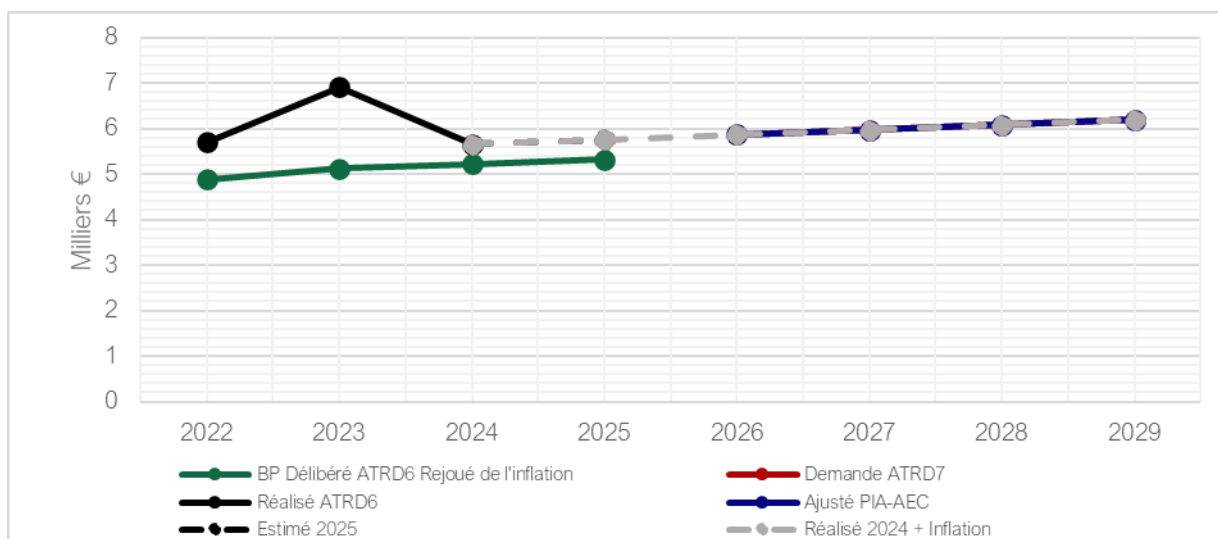


Figure 2 – Fourniture non stockables

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	5,9	6,0	6,1	6,2	6,0
Ajusté PIA-AEC final	5,9	6,0	6,1	6,2	6,0
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 9 - Fourniture non stockables - demande et proposition finale

B. Achats stockés

Les « achats stockés » sont des achats de biens destinés à être conservés en stock avant leur utilisation ultérieure dans les opérations, la maintenance ou les travaux.

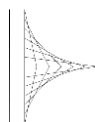
1) Explication de la demande par Caléo

Dans son dossier tarifaire, Caléo explique que compte tenu de la forte volatilité observée durant la période ATRD 6 sur ce poste, la trajectoire proposée est de 0k€. Le montant délibéré ATRD 6 était de -10 k€ par an et le réalisé en moyenne égal à +8k€.

2) Appréciation précontradictoire de la demande

La moyenne de long terme de ce poste est logiquement égale à zéro : l'opérateur stocke et déstocke en fonction de sa politique d'achat et de ses besoins d'investissements. La proposition de l'opérateur est donc retenue sans ajustement.

K€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
-------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau 10 - Achats stockés - demande et proposition pré-contradictoire

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a pris note de l'acceptation de sa demande.

4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La proposition pré-contradictoire correspondant à la demande de Caléo est maintenue.

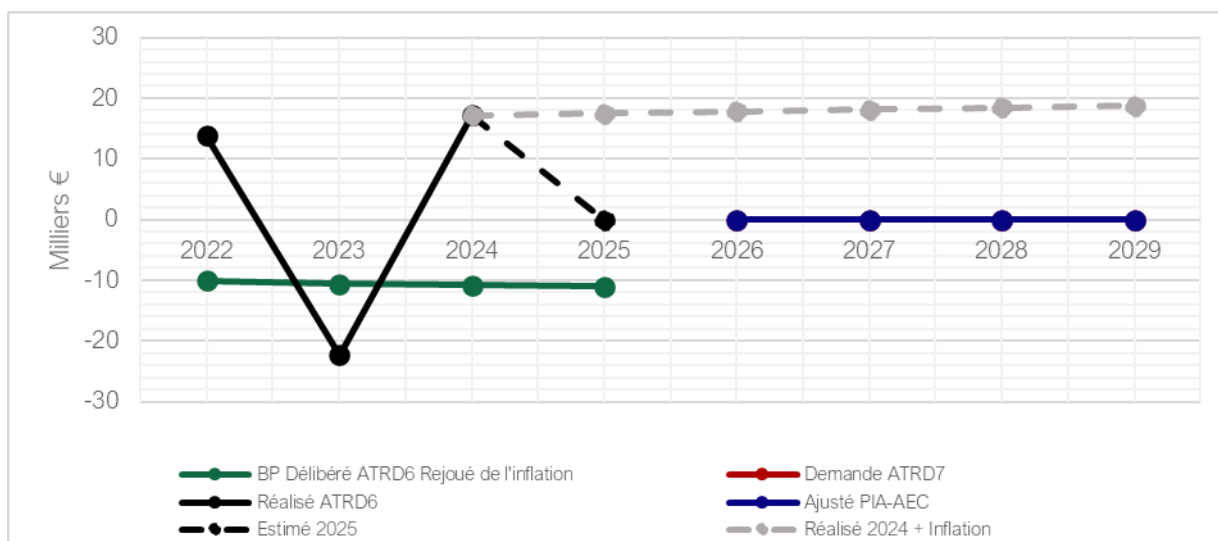


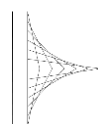
Figure 3 – Achats stockés

K€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajusté PIA-AEC final	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 11 - Achats stockés demande et proposition finale

C. Achats de matériel, équipement et travaux

Les « achats de matériel, équipement et travaux » désignent les achats d'équipements physiques, de matériels techniques et de prestations de travaux, généralement liés au développement des infrastructures ou à des opérations de maintenance lourde. Ce poste représente environ 6,07% des CNE.



1) Bilan ATRD 6

La moyenne réalisée y compris biométhane, pour la période 22-24 (124k€ par an) est très proche de la moyenne délibérée pour la même période (123k€ par an).

Les valeurs plus élevées des années 2024 et 2025 s'expliquent par les coûts uniques de raccordement d'une unité de biométhane.

Hors biométhane, Caléo explique qu'en 2023, il y a eu beaucoup moins de travaux que prévu (23 nouveaux branchements contre 50 prévus), et donc moins de sous-traitance et de matériel mais également moins de recettes extratarifaires.

	2022	2023	2024
Achats Serv. & travaux (refacturés)	133,307	71,698	111,301
Travaux Caléo et travaux sous-traités	122,728	62,514	103,815
RRR sur travaux/branchement	- 43,922	- 14,654	- 23,399

Tableau 12 – Travaux : achats et refacturation

Une analyse des données de la comptabilité détaillée indique que ce poste correspond essentiellement à « Achats Services et travaux (refacturés) ». Les montants au titre des recettes pour Travaux Caléo et travaux sous-traités sont inférieurs au montant des achats et services refacturés. Confronté à cet écart, l'opérateur explique que les recettes sont liées au travail sous-traité - mais il n'explique pas complètement l'écart observé entre les achats totaux et les recettes.

2) Explication de la demande par Caléo

Caléo indique, pour sa demande, avoir déduit les coûts de raccordement de l'unité de biométhane prévus en 2024, puis les avoir indexés sur l'inflation pour la période ATRD7. Leur demande correspond donc aux charges 2024 hors biométhane, revalorisées par l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

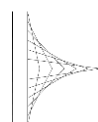
L'application de la logique de l'opérateur au calcul de ce poste ne permet pas de retrouver exactement les valeurs présentées par l'opérateur.

A ce stade de son dossier tarifaire, Caléo ne prévoit pas de nouveaux raccordements biométhane.

De ce fait, la proposition est construite sur la base des coûts sans biométhane. Les années 2022 à 2024 ont montré une fluctuation importante de ce poste. La valeur de référence retenue est ainsi la moyenne des Achats de matériel, équipement et travaux hors biométhanés sur 2022-2024, avec prise en compte de l'inflation et une décote de 20%.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	128,4	130,7	133,1	135,5	131,9
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	87,5	89,1	90,7	92,3	89,9
Ecart (en valeur)	-40,9	-41,6	-42,4	-43,1	-42,0
Ecart (en% du poste)	-31,8%	-31,8%	-31,8%	-31,8%	-31,8%

Tableau 13 - Achats de matériel, équipement et travaux demande et proposition pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La moyenne 2021/2024 est de 135,6 k€. Comme le propose PIA, nous pouvons prendre cette valeur comme référence et ajouté l'inflation.

Cependant, nous ne comprenons pas les explications de PIA et notamment la décote arbitraire de 20% appliquée.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Par souci de cohérence méthodologique entre opérateurs, La la trajectoire est déterminée sur la base de la moyenne du réalisé des ATRD6 (années 2022-2024), reconduite selon l'inflation, sans aucune décote supplémentaire. Comme indiqué dans ci-dessus, seuls les coûts hors biométhane sont pris en compte.

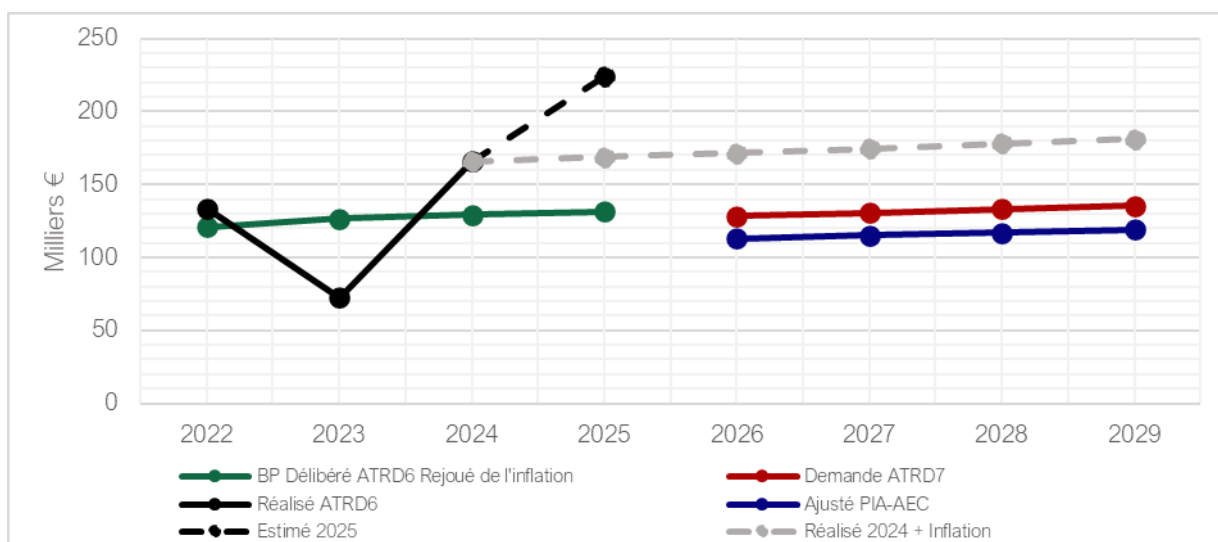
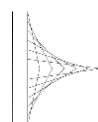


Figure 4 - Achat de matériel, équipement et travaux

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	128,4	130,7	133,1	135,5	131,9
Ajusté PIA-AEC final	113,0	115,0	117,1	119,2	116,1
Ecart (en valeur)	-15,4	-15,7	-16,0	-16,3	-15,8
Ecart (en% du poste)	-12,0%	-12,0%	-12,0%	-12,0%	-12,0%

Tableau 14 - Achats de matériel, équipement et travaux demande et proposition



D. Achats matières et fournitures non stockées

Ce poste couvre les achats de matières et de fournitures utilisées immédiatement, comme des carburants, outillages et équipements divers. Ce poste représente **5,78% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

La moyenne du réalisé 18-20 sur ce poste était de 154k€ par an. Durant la période ATRD6, il y a eu nettement moins de branchements que durant la période précédente, expliquant une moyenne réalisée de 107k€ sur la période 22-24 contre une trajectoire délibérée ATRD6 de 185k€ sur la même période.

Sur demande, Caléo a précisé que tous les achats ne sont pas liés à des travaux facturés. Les postes qui se retrouvent dans les recettes extra-tarifaires sont explicitement labellisés « achats travaux refacturés ».

2) Explication de la demande initiale par Caléo

La demande ATRD7 est déterminée sur la base de la valeur de 2024, à laquelle ont été ajoutés 12k€ par an, que Caléo prévoit pour l'achat de matières et pièces de rechange (injection biométhane), représentant 8% du coût de matériel, équipements et travaux utilisés en 2024 et 2025 pour mettre en œuvre le raccordement d'une unité de production de biométhane.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

Matériel biométhane

En réponse aux questions qui lui ont été envoyées, Caléo a demandé un plan de maintenance plus précis et a eu une estimation détaillée des coûts, menant à une évaluation de 65k€2025 pour la période 2025-2029. Le détail fourni par l'opérateur est acceptable à ce stade, même si une optimisation des coûts de maintenance reste possible en cas de mise en concurrence des fournisseurs. La demande de l'opérateur d'une couverture de 12k€ par an au titre du matériel biométhane est donc prise en compte sans ajustement.

Hors biométhane

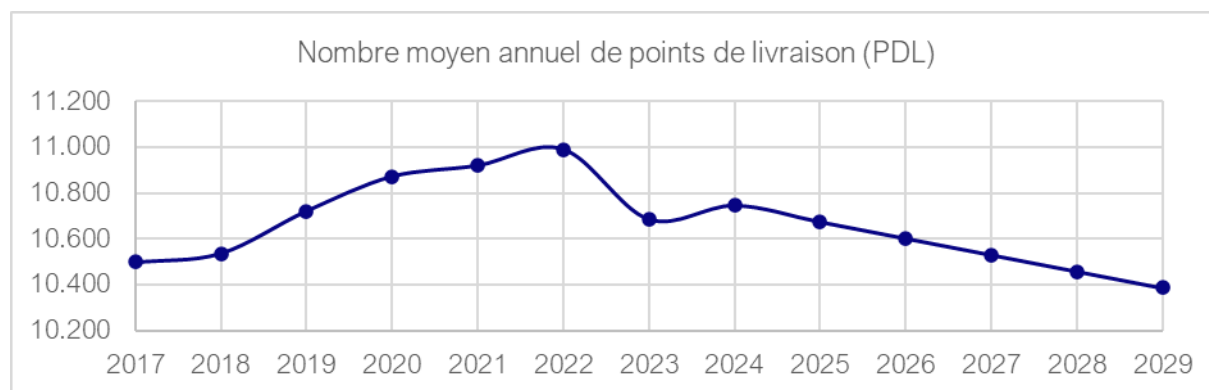
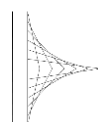


Figure 5 – Evolution des PDL de 2017 à 2029

Sur la période 18-20, le nombre de points de livraison (PDL) de Caléo a augmenté de +125 PDL/an en moyenne. Sur la période 2022-2024, les PDL ont diminué de 58 par an en moyenne.



Sur la période 26-29, Caléo prévoit l'accélération de la diminution des PDL, à hauteur de -72 par an.

Conformément à cette demande, il serait donc raisonnable de prévoir une baisse conséquente de la demande de branchements sur la période 26-29. En absence d'information sur le nombre de raccordement effectivement réalisé par Caléo sur la période 2022-2024, il n'a pas été possible d'apprécier le volume des branchements à réaliser sur la période 26-29.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 20,1k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage d'environ 16%. Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

L'augmentation des coûts enregistrés peut être expliquée par la fin de la mutualisation des charges entre les activités gaz et eau. Les fournitures et consommables auparavant partagés, répartis à environ 50 % entre les deux activités, doivent désormais être entièrement pris en charge par l'activité gaz.

L'augmentation demandée peut donc être considérée comme globalement justifiée et, sur la base de notre appréciation antérieure qui repose sur une diminution de l'activité de branchement sous-jacente, nous appliquons la hausse moyenne indicative de 16 % afin de refléter l'impact probable de la perte de la DSP eau.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	122,2	124,4	126,7	129,0	125,6
Demande mise à jour Caléo	122,2	150,8	153,5	156,3	145,7
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	101,1	129,0	131,2	133,3	123,6
Ecart (en valeur)	-21,1	-21,7	-22,3	-23,0	-22,1
Ecart (en% du poste)	-17,3%	-14,4%	-14,6%	-14,7%	-15,1%

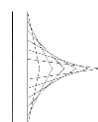
Tableau 15 – Achats matières et fournitures non stockés demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Année	2022	2023	2024
Nombre de branchement	66	39	52

Tableau 16 – Activité de branchement entre 2022 et 2024

Pour l'ATRD7, nous avons gardé le même nombre de branchement, qu'en 2024, c'est à dire 52. L'évolution des PDL n'est pas un bon critère pour suivre l'évolution des achats matières. D'une part, comme expliqué plus haut, cette rubrique comporte des éléments indépendants des travaux



et d'autre part un branchement peut être réalisé une année et le client consommé que 2 ans après, voire jamais, et ne sera donc pas compté comme PDL. Le choix de diminuer de 20% puis de rajouter 16% afin refléter l'impact probable de la perte de la DSP eau n'est donc pas justifié. Dans notre dossier, nous avons envoyé le justificatif des charges aujourd'hui supportée par l'eau qui doivent être supportés par le gaz. Celle-ci sont incompressibles. [Confidentiel]

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Compte tenu de propres prévisions de Caléo concernant la baisse des PDL, il faut également s'attendre à un recul à long terme des branchements, ce qui influencera considérablement les coûts d'achat de matières et fournitures non stockées. L'évolution en pourcentage des points de livraison, tout comme l'inflation, sert de base à la détermination de la trajectoire ATRD7. Les coûts de l'unité de biométhane d'un montant de 12k€ par an sont pris en compte selon le plan de maintenance ajouté.

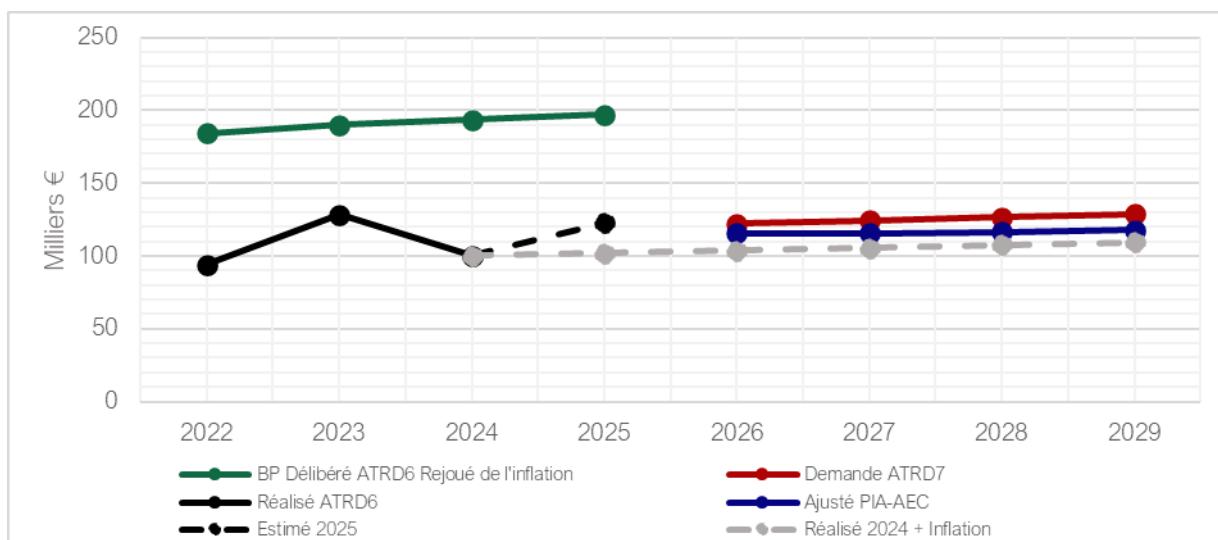
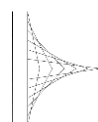


Figure 6 – Achat de matières et fournitures non stockées

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	122,2	124,4	126,7	129,0	125,6
Ajusté PIA-AEC final	115,7	115,5	116,6	117,8	116,4
Ecart (en valeur)	-6,5	-9,0	-10,1	-11,2	-9,2
Ecart (en% du poste)	-5,3%	-7,2%	-8,0%	-8,7%	-7,3%

Tableau 17 – Achats matières et fournitures non stockés - Demande et proposition finale



E. Loyers, crédit-bail et charges locatives

Les “loyers, crédit-bail et charges locatives” regroupent les dépenses liées à la location de bâtiments, aux baux administratifs et à la location de véhicules, que ce soit par des contrats de location classiques ou par crédit-bail. Ce poste représente **4,88% des CNE**.

1) Bilan de la période ATRD6

Caléo explique que “La trajectoire de l’ATRD6 était l’année 2020+inflation : le loyer était affecté sur une superficie plus importante sur le gaz 71% au lieu de 65 % aujourd’hui et la fin de location de véhicule sur 2023 n’a pas été tenu compte.”

La baisse de la valeur de 2023 par rapport à 2022 a été expliquée par Caléo par une erreur d’affectation du loyer (clés de répartition) en 2023 et par la fin de location des véhicules la même année. Les véhicules sont ensuite rachetés en fin de location à leur valeur résiduelle. Ils rentrent ainsi dans la BAR et sont couverts via les charges de capital.

L’augmentation en 2024 est expliquée par Caléo par la régularisation de l’augmentation loyer IRL (indice de référence des loyers) qui n’a pas été effectuée depuis 2017. Le loyer passe maintenant à 88 k€ par an.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

Pour la période ATRD7 Caléo explique que leur demande correspond au réalisé 2024 inflaté.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

On notera que le changement de superficie d’affectation du loyer, effectif dès 2022 devait être prévisible pour l’opérateur lors des discussions tarifaires de l’ATRD6. Il en est de même pour la fin de location de véhicules.

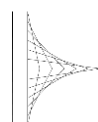
L’écart entre le réalisé 2022-2024 (93k€ en moyenne) et le délibéré ATRD6 (115 k€ en moyenne sur la même période) illustre la problématique de l’asymétrie d’information entre le régulateur et le régulé. Les possibilités d’optimisation du loyer ou de nouvelle fin de location ou d’autres évolutions à la baisse restent possible et ont pu ne pas être communiquées par l’opérateur à ce stade.

Ainsi, la valeur de référence retenue est égale à la valeur 2024, emportant ainsi le rattrapage de l’indexation des loyers. Aucun ajustement n’est proposé pour la prise en compte l’asymétrie d’information.

L’indexation du paiement du loyer semble compréhensible. Sur demande dans notre questionnaire, nous avons obtenu une ventilation plus précise du compte en trois sous-catégories, que nous avons additionnées.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 58,5k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage 54,7%. Cette augmentation spécifique n’a pas été justifiée séparément.



Caléo n'a pas non plus fourni de ventilation entre les sous-catégories loyer bâtiment, location administrative et location véhicule, ce qui aurait rendu l'analyse beaucoup plus compréhensible.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Nous estimons que la structure de l'effectif de Caléo va changer et que le nombre total de salariés sera généralement plus faible (cf. Rémunérations principales). Avec la diminution du nombre de salariés, les besoins en espace de Caléo devraient également diminuer, puisque moins de salariés ont besoin d'un poste de travail au même moment. Étant donné que le compte « locations immobilières » est déjà attribué à 65% au secteur Gaz, aucune réduction substantielle de l'espace ne semble avoir été envisagée.

Pour notre Trajectoire, nous procédons, en ce qui concerne les deux postes plus petits que sont la location administrative et la location véhicule, à l'indexation des coûts sur l'inflation et à l'augmentation de ceux-ci en fonction du pourcentage de la demande actualisée. En ce qui concerne le Loyer Bâtiment, nous retenons la valeur demandée pour 2027, mais nous supposons une réduction des locaux excessifs avec une transition jusqu'en 2029, de sorte que la valeur s'aligne à nouveau sur la valeur indexée de la demande initiale.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	103,3	105,1	107,0	109,0	106,1
Demande mise à jour Caléo	103,3	162,6	165,5	168,5	150,0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	103,3	162,6	139,2	115,8	130,2
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	-26,3	-52,7	-19,7
Ecart (en % du poste)	0,0%	0,0%	-15,9%	-31,3%	-13,2%

Tableau 18 - Loyers, crédit-bail et charges locatives - Demandes et proposition

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La mise à jour de cette rubrique est liée aux charges qui étaient réparties entre le gaz et l'eau et qui sera maintenant supportée uniquement par le gaz suite à la perte de la DSP eau (cf document justifications des charges gaz).

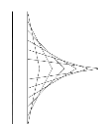
[Confidentiel]

Tableau 19 – Transfer des charges de l'activité eau à l'activité gaz

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

En ce qui concerne la demande initiale, la réponse de l'opérateur n'a fourni aucune information supplémentaire. Sans tenir compte de la perte de la DSP Eau, la trajectoire des coûts de location est déterminée en fonction de la première appréciation sur la base de ce qui a été réalisé en 2024 et du taux d'inflation. La demande initiale de Caléo est donc acceptée.

Les coûts supplémentaires découlant de la perte de DSP Eau ne sont pas pris en compte dans cette appréciation.



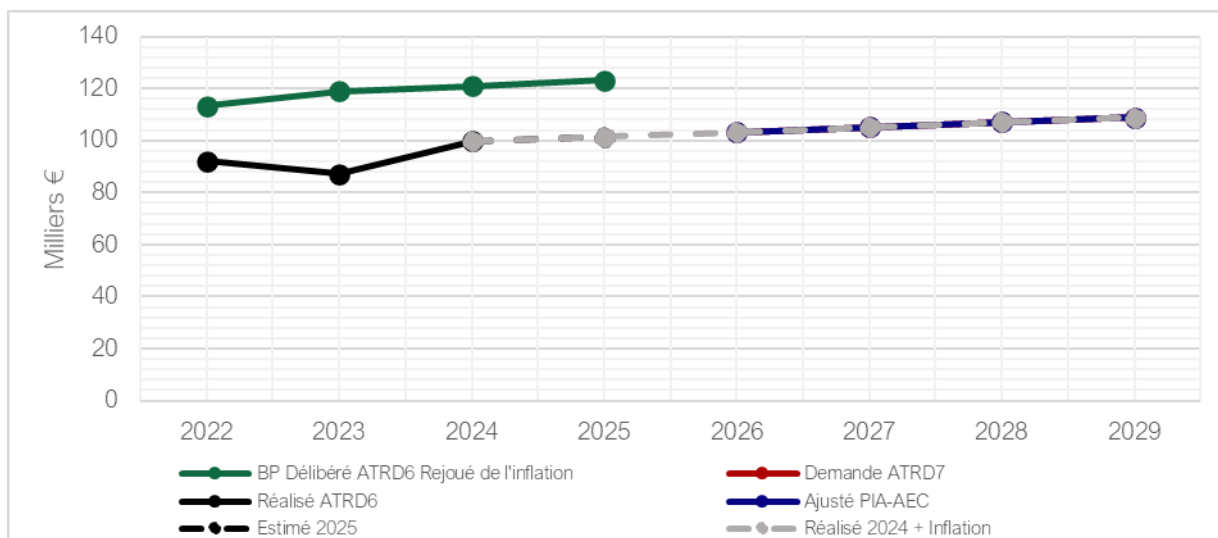


Figure 7 – Loyers, crédit-bail et charges locatives

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	103,3	105,1	107,0	109,0	106,1
Ajusté PIA-AEC final	103,3	105,1	107,0	109,0	106,1
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 20 - Loyers, crédit-bail et charges locatives - Demande et proposition finale

F. Redevances

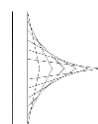
Les « redevances » sont des sommes dues aux autorités publiques, incluant notamment les frais d'occupation du sol et les redevances liées aux droits de contrôle réglementaire. Ce poste représente **11,53% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

Caléo explique la baisse continue et marquée des redevances de droit de contrôle comme suit : « Caléo a été créé en 2009 et est l'ancien Service Technique de la Ville de Guebwiller et c'est donc la Ville de Guebwiller qui a subventionné l'ensemble du réseau géré maintenant par Caléo.

La redevance de droit de contrôle est issue du contrat entre la Ville de Guebwiller et Caléo et sert à payer l'amortissement du réseau gaz concédé par la Ville à Caléo.

A noter que ce montant est retiré dans « Charges à retraiter en application des décisions précédentes de la CRE » car la CRE ne souhaite pas que cette charge soit couverte par l'ATRD, malgré nos nombreuses demandes. »



2) Explication de la demande initiale par Caléo

La trajectoire des Redevances est principalement dominée par les Redevances de droits de contrôle. Celles-ci diminuent conformément au contrat conclu entre Caléo et la commune de Guebwiller. Les autres sous-rubriques du poste ont été reconduites en fonction de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

Redevances d'occupation des sols

Les redevances d'occupation des sols sont des sommes versées aux collectivités locales ou à l'État, en contrepartie de l'utilisation du domaine public pour y installer ou entretenir leurs infrastructures.

A ce stade, la proposition de l'opérateur de maintenir le réalisé 2024 augmenté de l'inflation est retenue.

Redevances de droits de contrôle

Il s'agit des frais liés au contrat de base de Caléo qui stipule un paiement de l'amortissement du réseau gaz concédé par la commune.

Suite au questionnaire qui lui a été adressé, Caléo renvoie aux valeurs du contrat avec la ville de Guebwiller qu'il a utilisées pour sa demande ATRD7.

Nous constatons un écart de 59.5 k€ entre la valeur renseignée par Caléo pour 2029 et la valeur issue du contrat partagé par l'opérateur. Les valeurs telles qu'elles figurent dans le contrat avec la commune de Guebwiller ont été retenues.

A noter que cette redevance est ensuite déduite du montant à tarifier au titre des consommations externes.

Autres redevances

Les autres redevances ont représenté 27k€ en 2022, 78k€ en 2023, 10 k€ en 2024. La demande de l'opérateur est de 10k€ en moyenne sur l'ATRD7.

A ce stade, la proposition de l'opérateur de maintenir le réalisé 2024 augmenté de l'inflation est retenue.

4) Demande mise à jour

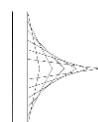
Caléo a ajusté sa demande en augmentant les montants pour les années 2027 et 2028 d'environ 8k€ et en diminuant sa demande pour 2029 de 51k€. Ceci s'explique d'une part par l'augmentation des frais informatiques et d'autre part par la correction des redevances de contrôle qui, comme indiqué plus haut, différaient de celles du contrat « Convention d'exploitation Gaz Ville de Guebwiller » pour 2029.

5) Appréciation de la demande mise à jour

Redevances d'occupation des sols

La proposition de l'opérateur de maintenir le réalisé 2024 augmenté de l'inflation est retenue.

Redevances de droits de contrôle



Les redevances de droits de contrôle ont été fixées conformément au contrat annexe.

Autres redevances

La proposition de l'opérateur de maintenir le réalisé 2024 augmenté de l'inflation est retenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	270,7	255,8	228,3	228,9	245,9
Demande mise à jour Caléo	270,7	264,0	236,6	177,9	237,3
Ajusté PIA-AEC	270,7	264,0	236,6	177,9	237,3
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart (en % du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Tableau 21 - Redevances de droits de contrôle – Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'opérateur n'a pas fait des commentaires supplémentaires sur la trajectoire proposée.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

En ce qui concerne la demande initiale, il n'y a pas d'informations complémentaires fournies par l'opérateur. La correction des redevances de droits de contrôle mentionnée dans l'appréciation du rapport pré-contradictoire a apparemment été reprise par Caléo.

En outre, la méthode de détermination de la trajectoire ATRD7 sera conservée telle que définie dans la demande de l'opérateur.

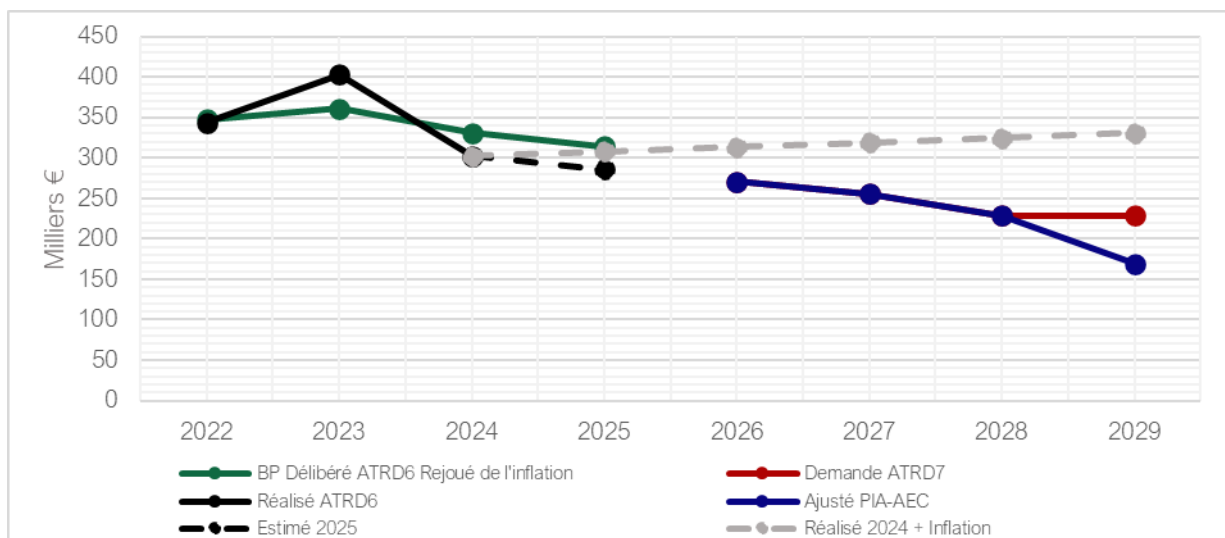


Figure 8 – Redevances

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
----	------	------	------	------	---------



Demande initiale Caléo	270,7	255,8	228,3	228,9	245,9
Ajusté PIA-AEC	270,7	255,8	228,3	169,4	231,1
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	-59,5	-14,9
Ecart (en % du poste)	0,0%	0,0%	0,0%	-26,0%	-6,0%

Tableau 22 - Redevances de droits de contrôle – Demande et proposition finale

G. Services extérieurs entretien et maintenance

Les “services extérieurs entretien et maintenance” désignent les prestations facturées par des entreprises externes pour assurer l’entretien courant et les réparations du réseau, des équipements techniques et des installations. Ce poste représente **11,53% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

La réalisé 18-20 de ce poste s’établit à **117 k€** en moyenne. Le réalisé 22-24 s’établit à 184 k€ en moyenne sur la période alors que le délibéré ATRD 6 était de 212 k€.

Caléo n’a pas souhaité expliquer l’écart entre la trajectoire réalisée et la trajectoire délibérée pour la période 22-24.

Ce poste se décompose en :

- Services extérieurs entretien et maintenance informatique (25% du poste en moyenne du réalisé 22-24 et 66% du poste en moyenne ATRD7)
- Services extérieurs entretien et maintenance hors informatique (75% du poste en moyenne du réalisé 22-24 et 33% du poste en moyenne ATRD7)

Services extérieurs entretien et maintenance informatique

Les services extérieurs entretien et maintenance informatique augmentent substantiellement entre 2023 et 2024, passant de **3k€** à plus de 100k€. Caléo explique que cette forte augmentation s’explique essentiellement par les coûts d’hébergement du logiciel Efluid.

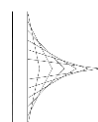
Avec l’ancien logiciel de facturation (Pracdis), il n’y avait pas de frais d’hébergement : le logiciel était installé sur le serveur de Caléo. L’opérateur a changé de logiciel de facturation en mai 2023, il était hébergé chez un autre fournisseur du 05/23 au 30/11/2024 et depuis le 01/12/2024 directement chez Efluid.

Depuis mai 2023 la maintenance informatique a également fortement augmenté, liée au changement de logiciel Pracdis à Efluid.

Les postes maintenance informatique et redevance informatique ont représenté 57k€ en 2022 ; 105k€ en 2023 et 134 k€ en 2024.

Services extérieurs entretien et maintenance hors informatique

Caléo n’a pas souhaité commenter la trajectoire de ce sous-poste sur la période 2022-2024.



2) Explication de la demande initiale par Caléo

Caléo explique sa demande en maintenant un socle de dépenses 2024 (200k€) auquel il rajoute des coûts de maintenance biométhane et PCS¹ mètre (27k€) et les coûts de migration téléphonie et de changement de version de Microsoft Office.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

Après analyse des données de l'opérateur et de sa comptabilité, ce poste a été décomposé comme suit :

- Maintenance et redevance informatique
- Informatique et téléphonie
- Maintenance biométhane
- Maintenance PCS mètre
- Autre

Les dépenses associées au changement de version de Microsoft Office (4k€2024), la maintenance biométhane et PCS mètre (27 k€) sont reconduits avec inflation.

Les dépenses de migration de la téléphonie n'ont pas été retenus, Caléo n'ayant pas fait la preuve de l'efficacité de ce changement.

Concernant les coûts d'hébergement et de maintenance associés à la migration vers Efluid, seul 50% des coûts est maintenu dans la trajectoire. Caléo n'a pas, ici non plus, fait la preuve de l'efficacité de ce choix.

La catégorie Autre regroupe un socle de 66k€ dont la compréhension n'est pas, à ce stade, complète. La moyenne 2022-2024 avec décote de 20% a été retenue à ce stade.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 75,5k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage 29,9%. Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

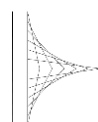
Les valeurs indiquées dans le dossier tarifaire mis à jour pour la partie « informatique » des services extérieurs ne correspondent pas à la demande initiale. Les valeurs indiquées ici pour la demande initiale sont nettement inférieures à celles initialement indiquées. Si l'on corrige ces valeurs en fonction de la demande initiale, les coûts informatiques ne connaîtront qu'une augmentation moyenne de 6,2 k€ pour les années 2027 à 2029.

Caléo n'explique pas de manière spécifique l'origine du reste de l'augmentation des services extérieurs.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

A ce stade, la variation des coûts sous services extérieurs n'est pas suffisamment expliquée. La proposition précédente est maintenue.

¹ Pouvoir calorifique supérieur



k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	244,0	248,4	252,8	257,4	250,6
Demande mise à jour Caléo	244,0	322,7	328,5	334,5	307,4
Ajusté PIA-AEC	152,7	155,4	158,2	161,1	156,9
Ecart (en valeur)	-91,3	-167,3	-170,3	-173,4	-150,6
Ecart (en % du poste)	-37,4%	-51,8%	-51,8%	-51,8%	-49,0%

Tableau 23 - Services extérieurs, entretien et maintenance - Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Notre ancien logiciel de facturation (Pracdis) présentait des difficultés à intégrer les nouvelles exigences en termes de cybersécurité, de traçabilité et de conformité environnementale. Nous étions donc dans l'obligation de changer de logiciel afin de répondre à ces nouvelles normes.

En pièces jointes, nous vous avons fourni notre règlement de consultation et CCTP ainsi que le tableau d'analyse des offres qui nous a permis de sélectionner Efluid.

La migration vers Efluid permet donc :

- Conformité réglementaire native (exigences du code de l'énergie, suit les évolutions imposées par la CRE)
- Traçabilité et archivage réglementaire (outils inclus dans Efluid, facilitation d'audits et de contrôle externes)
- Gestion centralisée des obligations normatives (certification de conformité)
- Pilotage des engagements environnementaux Réduction des risques de non-conformité (sécurité juridique renforcée)

Evolution des prix

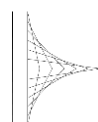
[Confidentiel]

Téléphonie

Les dépenses de migration de la téléphonie doivent être retenues, en effet Le réseau cuivre, qui fournit les services internet DSL et téléphoniques, a entamé sa fermeture progressive prévue pour 2030. Nous devons passer à la fibre optique, la qualité du réseau internet est très important pour nous puisque c'est notre outil de travail (notre logiciel de facturation étant hébergé chez notre prestataire).

Explications des coûts liés aux services extérieurs, entretien et maintenance

Il s'agit de l'entretien et maintenance du matériel : vérification Catex, révision machine à souder, électrogènes, poste à souder... et maintenance du bâtiment, nettoyage journalier des locaux, vitres... ces maintenances sont récurrentes.



Au sein des charges externes, les dépenses relatives à l'entretien des réseaux, des ouvrages ainsi qu'à la maintenance et à la main-d'œuvre technique demeurent stables, dans la mesure où les coûts associés à l'activité eau sont comptabilisés de manière distincte. En revanche, les charges liées à la maintenance informatique, à l'entretien des bâtiments et du matériel de transport sont désormais intégralement imputées à l'activité gaz. Ce transfert de charges justifie l'augmentation observée dans cette rubrique.

Le document en annexe suivant explique l'augmentation significative des coûts suite à la perte de la DSP eau. [Confidentiel]

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

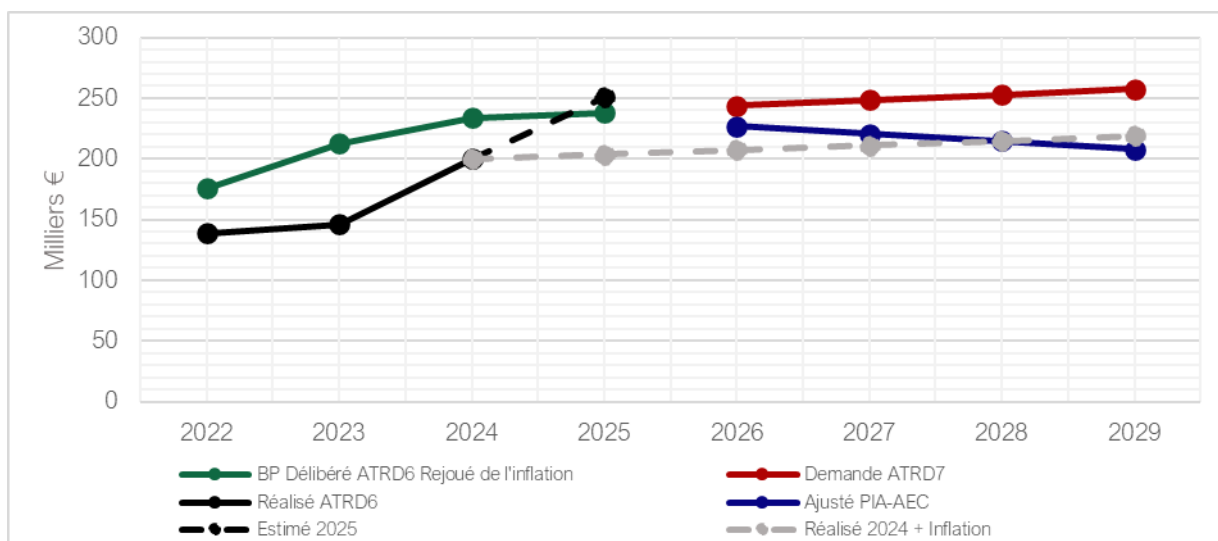


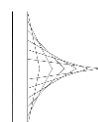
Figure 9 – Services extérieurs, entretien et maintenance

Les informations provenant du contradictoire de Caléo aident à mieux comprendre la nécessité de moderniser les systèmes de facturation et d'informatique. L'augmentation des coûts de maintenance du matériel informatique et de la maintenance informatique est donc généralement admise. L'évolution des coûts de ce poste est calculée sur la base de la valeur de 2024, plus l'inflation, contrairement à la demande de l'opérateur.

Les mises à jour techniques des systèmes d'exploitation et de la téléphonie sont acceptées pour la trajectoire ATRD7. De même, les valeurs de la maintenance et de l'entretien hors informatique, qui montrent même une baisse constante dans la demande de Caléo.

Les coûts supplémentaires découlant de la perte de DSP Eau ne sont pas pris en compte dans cette appréciation.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	244,0	248,4	252,8	257,4	250,6
Ajusté PIA-AEC final	226,8	220,8	214,6	208,0	217,5
Ecart (en valeur)	-17,2	-27,5	-38,2	-49,3	-33,1



Ecarts (en % du poste)	-7,1%	-11,1%	-15,1%	-19,2%	-13,2%
------------------------	-------	--------	--------	--------	--------

Tableau 24 - Services extérieurs, entretien et maintenance - Demande et proposition finale

H. Assurances

Le poste « assurances » regroupe les primes versées pour couvrir les risques liés à l'activité de l'entreprise, notamment l'assurance des installations, des véhicules, des locaux, ainsi que la responsabilité civile et les risques professionnels. Il représente **1,80% des CNE**.

1) Bilan de la période ATRD 6

Les coûts d'assurances ont évolué de +25% entre 2022 et 2023 et +10% entre 2023 et 2024. Caléo explique que l'ancien contrat d'assurance était sur 3 ans et s'est terminé en 2023. Le nouveau contrat renégocié a augmenté par rapport à l'ancien contrat (+25%). Le contrat total multirisques est passé de 56 057 € en 2022 à 70 028 € en 2023.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

La demande ATRD7 est basée sur la valeur de 2024 inflatée.

3) Appréciation du niveau initial de la trajectoire

A ce stade, la proposition de l'opérateur est retenue.

4) Demande mise à jour

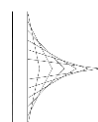
Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 22,0k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de 55,6%. Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation de la demande pré-contradictoire mise à jour

D'après les données de la balance générale, 60 % des charges d'assurance sont déjà imputées à l'activité gaz, ce qui limite fortement la portée de toute reallocation supplémentaire. En l'absence de justification détaillée et compte tenu de la structure habituelle des contrats d'assurance, nous considérons qu'une augmentation prudente de l'ordre de 15 % sur la bases de la proposition initiale peut être retenue à ce stade.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	38,1	38,8	39,5	40,2	39,2
Demande mise à jour Caléo	38,1	60,4	61,5	62,6	55,7
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	38,1	44,7	45,5	46,3	43,6
Ecarts (en valeur)	0,0	-15,8	-16,0	-16,3	-12,0
Ecarts (en % du poste)	0,0%	-26,1%	-26,1%	-26,1%	-21,6%

Tableau 25 – Assurances – Demandes et proposition pré-contradictoire



6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La mise à jour correspond aux assurances RC, véhicules.. qui étaient répartis entre les 2 activités et qui va être supporté en intégralité par l'activité eau suite à la perte de la DSP eau.

Nous souhaitons que PIA prenne en compte notre mise à jour.

Numéro compte	Libellé	Montant basculé de l'eau vers le gaz (en €)
616...	Assurances	20.456

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Les informations supplémentaires de l'opérateur n'imposent pas d'ajustement de notre appréciation initiale, qui ne concerne que l'activité gazière de Caléo. La hausse des prix que Caléo a connue en 2022 et 2023 est également observée chez d'autres fournisseurs de gaz, c'est pourquoi le recours à l'année 2024 pour déterminer la trajectoire ATRD7 est un choix justifié.

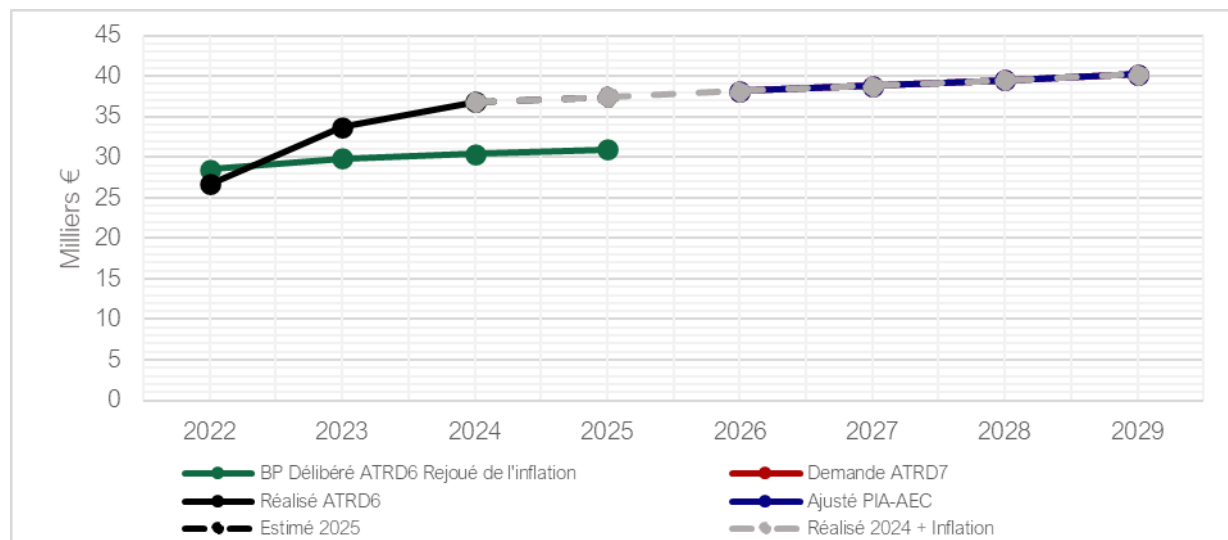


Figure 10 – Assurances

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	38,1	38,8	39,5	40,2	39,2
Ajusté PIA-AEC final	38,1	38,8	39,5	40,2	39,2
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 26 – Assurances – Demande et proposition finale



I. Prestations externes

Les « prestations externes » correspondent essentiellement aux coûts de personnel intérimaire ; ces intérimaires sont mobilisés avant les embauches définitives ou pour absorber les surcroûts d'activité. Ce poste représente **1,86% des CNE**.

1) Bilan de la période ATRD 6

La moyenne réalisée sur la période 2018-2020 était de 28k€; le réalisé 2022-2024 était de 38k€ pour une moyenne délibérée de 30k€.

Caléo explique la valeur particulièrement élevée en 2023 par des effets conjoncturels :

- Absences en interne des postes juridique et releveur ;
- 2 personnes supplémentaires au service exploitation en vue d'une embauche. Caléo passe toujours par une phase intérimaire afin de tester les agents avant embauche. A l'issue de cette phase d'intérim, seulement 1 agent a été embauché en remplacement d'un départ à la retraite (4 mois en intérim) et l'autre agent a été testé pendant 6 mois sans embauche.

2) Explication de la demande par Caléo

La demande ATRD7 de Caléo est basée sur la moyenne de 2022 à 2024 indexée sur l'inflation.

3) Appréciation du niveau initial de la trajectoire

A ce stade, la proposition de l'opérateur est retenue.

4) Demande mise à jour

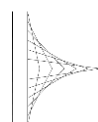
Ce poste ne montre qu'une très faible baisse d'environ 1% dans la demande mise à jour. Caléo n'avait pas fourni d'explication plus précise sur la cause de cet écart.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

L'ancienne proposition présentée ci-dessus est maintenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	39,4	40,1	40,9	41,6	40,5
Demande mise à jour Caléo	39,4	39,7	40,4	41,2	40,2
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	23,9	24,4	24,8	25,2	24,6
Ecart (en valeur)	-15,5	-15,4	-15,6	-15,9	-15,6
Ecart (en % du poste)	-39,3%	-38,7%	-38,7%	-38,7%	-38,8%

Tableau 27 – Prestations externes – Demandes et proposition pré-contradictoire



6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

L'intérim est utilisé pour préparer les embauches mais également en cas de surcroît d'activité lié à de la VPE par exemple ou en période de congés ou de maladie. En enlevant l'année 2023 qui a effectivement été exceptionnelle et en prenant la moyenne 2021/22/24, nous avons une valeur de $(24.219 + 37.883 + 25.476) / 3 = 29\ 193\text{€}$, contre 23k€ proposé par PIA et 30 k€ proposé initialement par Caléo.

Nous voyons donc que cette nouvelle valeur est malgré tout très proche de notre demande initiale.

Nous souhaitons donc garder la valeur correspond à la moyenne 2022/2024 comme demandée initialement.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'opérateur a précisé que l'année 2023 n'est pas représentative des coûts sous ce compte et, par conséquent, en particulier du besoin de personnel intérimaire. En même temps, aucun argument n'a été présenté pour expliquer pourquoi l'année 2024 ne serait pas représentative, alors que le dossier tarifaire indique même une augmentation du nombre d'employés permanents cette année et l'année suivante.

Pour déterminer la trajectoire des charges des prestations externes, la moyenne des années 2022 et 2024 est prise, indexée sur l'inflation.

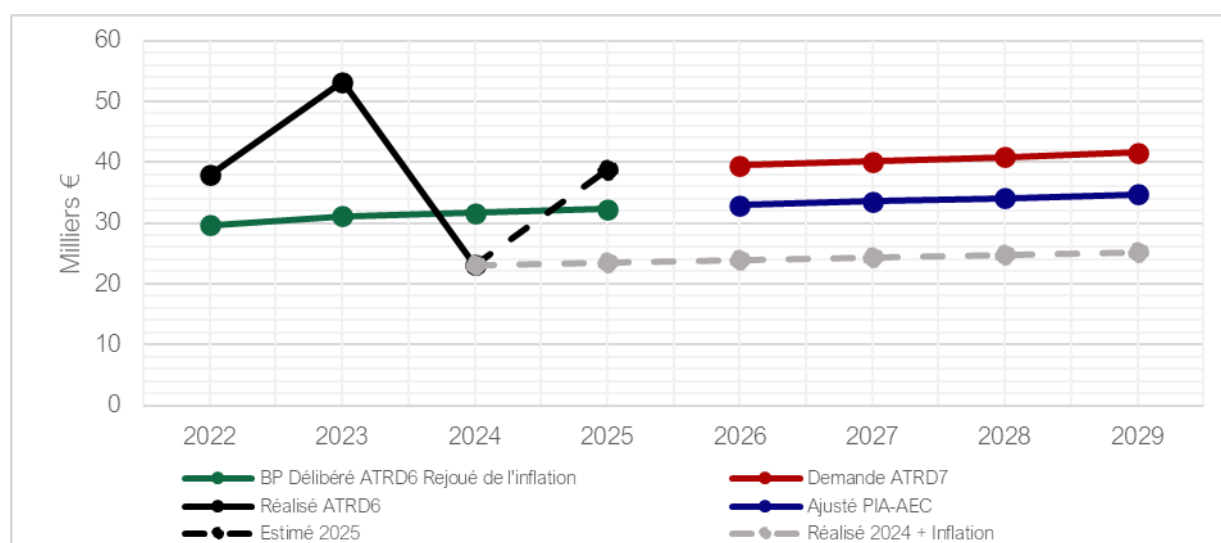
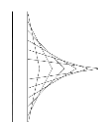


Figure 11 – Prestations externes

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	39,4	40,1	40,9	41,6	40,5
Ajusté PIA-AEC final	32,9	33,5	34,1	34,7	33,8
Ecarts (en valeur)	-6,5	-6,6	-6,7	-6,9	-6,7



Ecarts (en % du poste)	-16,5%	-16,5%	-16,5%	-16,5%	-16,5%
------------------------	--------	--------	--------	--------	--------

Tableau 28 – Prestations externes – Demande et proposition finale

J. Dépenses de Communication

Il s'agit ici de charges d'annonces publicitaires et des prestations d'expédition. Ce poste représente **0,27% des CNE**.

1) Bilan de la période ATRD 6

Le réalisé sur la période 18-20 était de 37k€ par an en moyenne. Sur la période 22-24, les dépenses de Dons et convention de mécénat ont été reclassés dans les Autres Charges. Les dépenses de communication résiduelles ont augmenté de 900€ en 2022 à 5.5k€ en 2024. Caléo explique que depuis 2024, l'envoi des factures est confié à un prestataire externe (3MA) qui les édite et les expédie, ce qui engendre des coûts supplémentaires.

2) Explication de la demande par Caléo

La demande ATRD7 de Caléo est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'augmentation de ces charges s'explique par le coût d'édition et d'envoi des factures par un prestataire externe, rendu nécessaire suite à la mise en place d'Efluid.

Le coût d'envoi des factures était déjà payé par Caléo et intégré dans son socle de dépenses. Le changement de logiciel a donc conduit à la nécessité de retenir un prestataire pour l'édition des factures. Caléo n'ayant pas démontré l'efficacité de ce changement, les charges relatives à l'édition des factures ne sont pas retenues.

La valeur de référence retenue est ainsi le réalisé 2022 rejaugé de l'inflation.

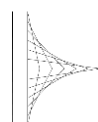
4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 2,2k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de 36,3%. Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

La poursuite de l'augmentation de la demande n'est pas compréhensible. La proposition initiale est maintenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	5,7	5,8	5,9	6,0	5,9
Demande mise à jour Caléo	5,7	7,9	8,1	8,2	7,5



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Ecart (en valeur)	-4,7	-6,9	-7,1	-7,2	-6,5
Ecart (en % du poste)	-82,9%	-87,4%	-87,4%	-87,4%	-86,6%

Tableau 29 - Dépenses de communication - Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Compte tenu des éléments envoyés sur l'obligation de changer de logiciel, nous vous demandons de retenir nos charges prévisionnelles, avec le nouveau SI nous devons externaliser l'envoi des factures, nous n'avons plus le moyen de regrouper plusieurs factures pour un même client. [Confidentiel]

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La réponse de Caléo indique que le changement de logiciel a conduit à la nécessité de retenir un prestataire pour l'édition des factures, ce qui explique l'augmentation importante des coûts sous ce poste pendant la période ATRD6. La trajectoire a donc été reconduite sur la base du réalisé le plus récent, indexé sur l'inflation, ainsi retenant la demande de d'opérateur.

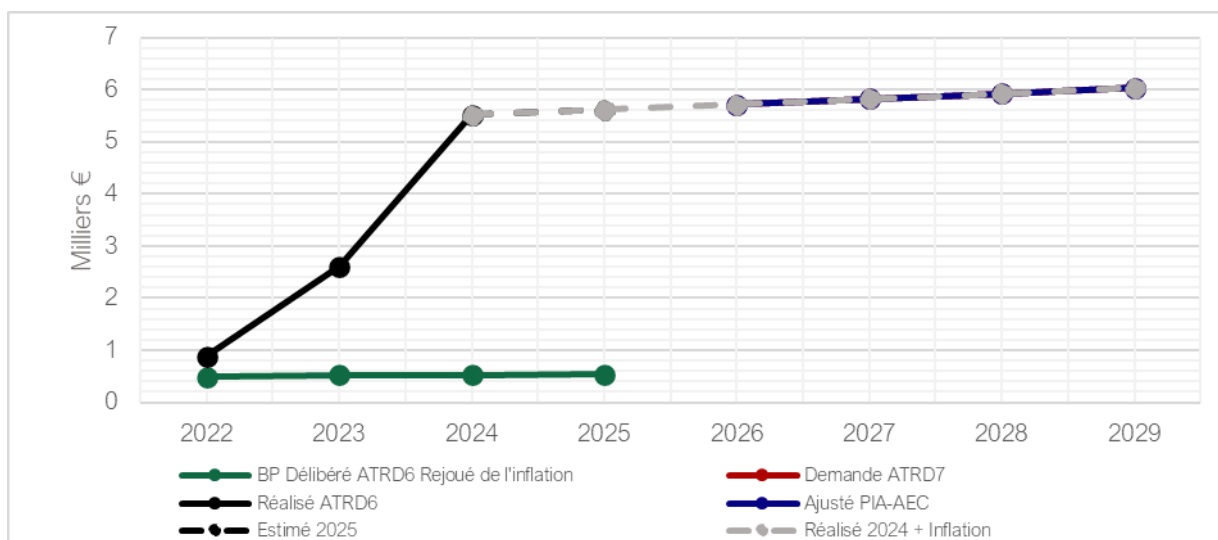
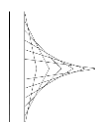


Figure 12 – Dépenses de communication – Demandes et proposition

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	5,7	5,8	5,9	6,0	5,9
Ajusté PIA-AEC final	5,7	5,8	5,9	6,0	5,9

Tableau 30 - Dépenses de communication - Demande et proposition finale



K. Aides Commerciales

Les « aides commerciales » correspondent aux avantages consentis aux clients, Ils représentent 0,08% des CNE.

1) Bilan ATRD 6

Les aides commerciales représentaient 34k€ en moyenne sur 18-20.

Les valeurs élevées constatées en 2022 et 2023 correspondent aux avantages en nature énergie ; ces derniers ont été reclassés dans les charges de personnel à partir de 2024.

2) Explication de la demande par Caléo

Caléo n'a pas commenté sa demande pour ce poste. La demande ATRD7 de Caléo est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Suite à la recommandation de la CRE, aucune aide commerciale ne sera acceptée dans les budgets ATRD pour la prochaine période.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	1.7	1.8	1.8	1.8	1.8
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Ecart (en valeur)	-1.7	-1.8	-1.8	-1.8	-1.8
Ecart (en% du poste)	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%	-100.0%

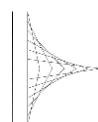
Tableau 31 - Dépenses de communication - Demandes et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo prend acte du choix de la CRE. Cependant ces aides, qui correspondent aux participations de Caléo sur les nouveaux branchements, nous permettent d'aider les clients à changer leur mode de chauffage pour exemple passer du fuel ou du charbon au gaz.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Conformément aux orientations de la CRE pour le tarif ATRD7, aucune aide commerciale ne sera acceptée dans les budgets ATRD pour la prochaine période.



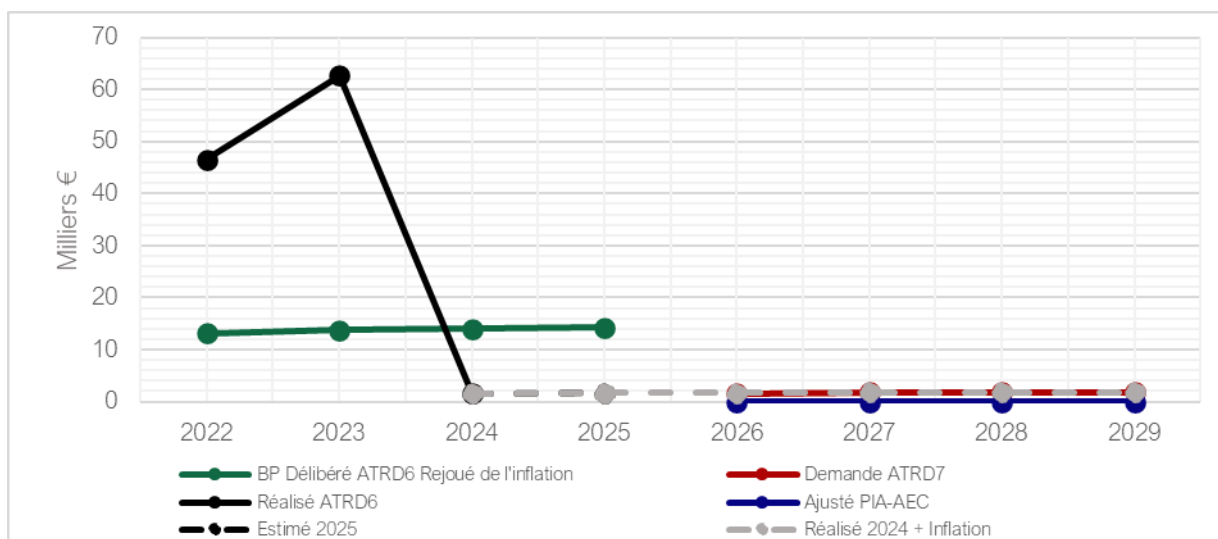


Figure 13 – Aides commerciales

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8
Ajusté PIA-AEC final	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart (en valeur)	-1,7	-1,8	-1,8	-1,8	-1,8
Ecart (en% du poste)	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%	-100,0%

Tableau 32 - Dépenses de communication - Demande et proposition finale

L. Autres Charges

Ce poste regroupe diverses dépenses incluant : la quote-part du GRD dans les impayés ; les dons, mécénats ; les honoraires, certaines cotisations, l'affranchissement, les frais de formation, les frais de rejet, les études biométhane, des coûts de télésurveillance poste gaz, des coûts de déplacement et d'autres coûts. Il représente **13,67% des CNE**.

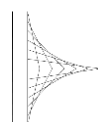
1) Bilan ATRD 6

Le réalisé 2018 était de 290k€ alors que la moyenne 19-20 était de 220 k€. La délibération a retenu 18k€ pour les impayés (moyenne 22-24) et 203 k€/an hors impayés. Caléo a réalisé 289 k€ sur ce poste, dont 53 k€ d'impayés et 236k€ hors impayés.

Caléo n'a pas souhaité commenter la trajectoire réalisée sur l'ATRD6.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

Caléo explique que sa demande est assise sur le réalisé 2024 inflaté mais n'a pas souhaité confirmer si les dépenses mises en avant pour l'année 2024 sont récurrentes ou ponctuelles.



3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

Impayés

Les impayés étaient de 7k€ en 2018 ; 22k€ en 2019-2020 puis 53k€ en moyenne sur 2022-2024. Cette forte augmentation des impayés sur 2022-2024 peut être expliquée par l'augmentation importante des prix du gaz sur cette période. Caléo n'a pas démontré le caractère récurrent d'impayés de cette ampleur. La valeur retenue sera donc la valeur constatée en 2020 augmentée de l'inflation.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	45.4	46.2	47.1	47.9	46.6
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	23.6	24.0	24.5	24.9	24.2
Ecart (en valeur)	-21.8	-22.2	-22.6	-23.0	-22.4
Ecart (en% du poste)	-48.0%	-48.0%	-48.0%	-48.0%	-48.0%

Tableau 33 – Impayés : demande initiale et proposition pré-contradictoire

Hors impayés

En absence d'éléments probants de la part de l'opérateur, l'appréciation ci-dessous se base sur les données tracées dans les comptes comptables de l'opérateur.

Tableau 34 – Détail du poste autre dans les comptes comptables de Caléo (Balance dissociée GRD-G, 22-24) [Confidentiel]

(1) Autre représente l'écart entre les données reportées par l'opérateur en réalisé et les données tracées dans la comptabilité générale de l'entreprise.

Les dépenses présentent une grande régularité. Le réalisé 2024 est retenu comme valeur de référence puis inflatée. Les montants associés à la ligne Autre ne sont pas retenus.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 77,5k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de 27,1%. Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Si l'on peut s'attendre à une augmentation modérée à la suite de la fin de la mutualisation, notamment dans des sous-catégories telles que les honoraires ou les transports, une augmentation globale aussi importante nécessite une justification détaillée. Compte tenu de la nature des postes inclus (par exemple, dons, télécommunications, études diverses), nous estimons que seule une partie de l'augmentation est structurellement justifiée.

Nous reconnaissons une perte structurelle de services partagés, mais l'augmentation de 25 % ne semble pas fondée. Un pourcentage de 12% sur la proposition initiale sera appliqué.

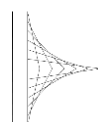


Figure 14 – Autres charges

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	275,6	280,6	285,7	290,8	283,2
Demande mise à jour Caléo	275,6	356,7	363,1	369,6	341,3
Ajusté PIA-AEC final	242,1	276,0	280,9	286,0	271,2
Ecarts (en valeur)	-33,6	-80,7	-82,2	-83,6	-70,0
Ecarts (en % du poste)	-12,2%	-22,6%	-22,6%	-22,6%	-20,5%

Tableau 35 – Autres charges hors impayés - Demande et proposition finale

6) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Impayés

L'augmentation de 2023 est liée au changement de logiciel, les clients provisionnés à 100% ont été passés en perte avec certificat d'irrecouvrabilité pour éviter de basculer des clients pour la plupart plus actifs avec des soldes ouverts. Le montant devant être retenus comme base peut être 2024, les valeurs 2021 et 2022 n'étant pas basé sur les prix de l'énergie et donc des factures moindres.

Hors impayés

Voici un tableau de synthèse des différentes charges contenues dans « Autres charges ». Nous avons également ajouté avec un comparatif « avec DSP » et « sans DSP ». [Confidentiel]

La mise à jour est liée à la perte de la DSP eau.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

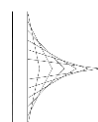
Impayés

Avec l'introduction de la nouvelle méthodologie de traitement des impayés en 2023 et la hausse encore importante des prix du gaz cette même année, le réalisé de l'année 2024 est pris comme base de la trajectoire ATRD7.

Pour harmoniser la méthodologie avec les autres opérateurs concernés par l'audit, ce montant est actualisé en fonction de l'inflation.

Hors impayés

Conformément à la présentation de Caléo dans son contradictoire, les valeurs 2024 des sous-postes de ce compte sont représentatives de la période ATRD6. Pour harmoniser l'ensemble des autres sous-comptes, la trajectoire ATRD7 est reconduit à partir du réalisé 2024 indexé sur l'inflation.



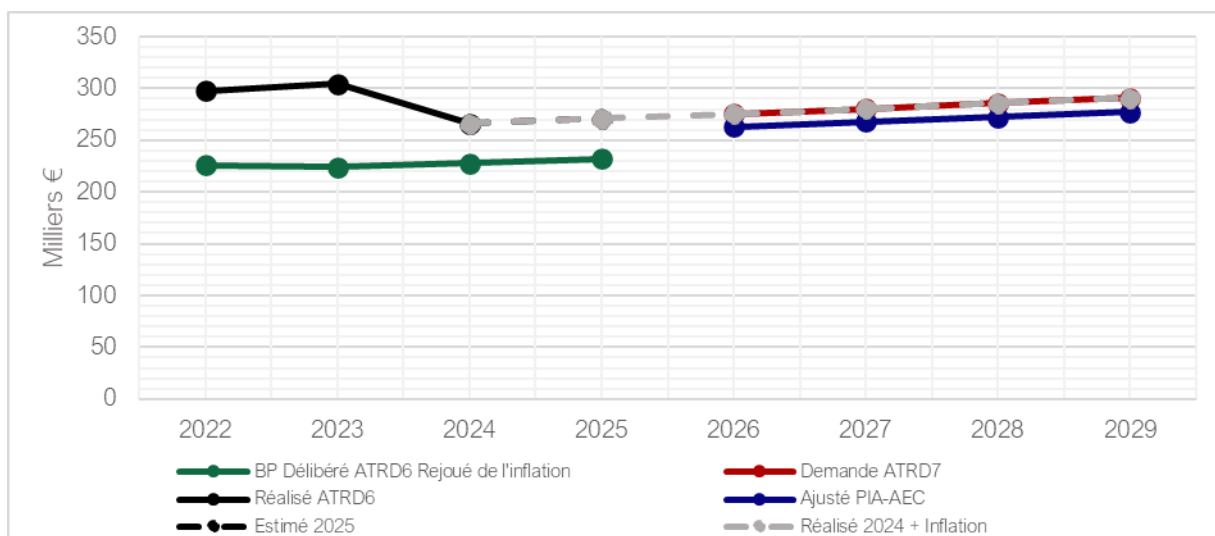


Figure 15 – Autres charges

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	275,6	280,6	285,7	290,8	283,2
Ajusté PIA-AEC final	262,9	267,6	272,5	277,4	270,1
Ecart (en valeur)	-12,7	-13,0	-13,2	-13,4	-13,1
Ecart (en% du poste)	-4,6%	-4,6%	-4,6%	-4,6%	-4,6%

Tableau 36 – Impayés - demande initiale et proposition finale

M. Synthèse de la rubrique Consommations externes

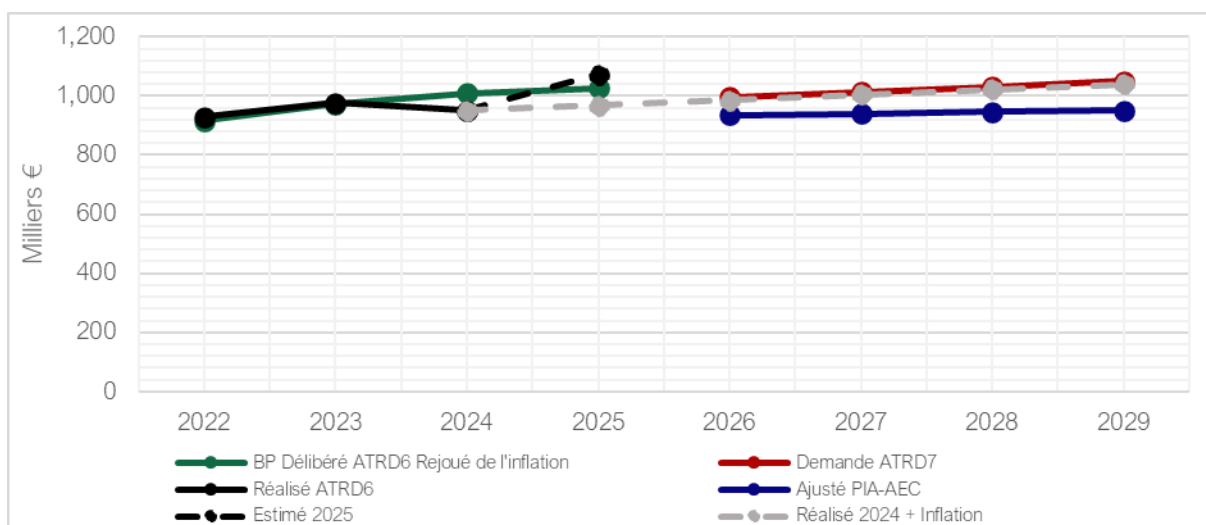
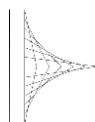


Figure 16 – Synthèse de la rubrique Montant à tarifier Consommations externes



k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	995.5	1,013.4	1,031.7	1,050.2	1,022.7
Ajusté PIA-AEC	935.4	939.9	945.6	951.3	943.0
Ecarts (en valeur)	-60.1	-73.6	-86.0	-98.9	-79.6
Ecarts (en % du poste)	-6.0%	-7.3%	-8.3%	-9.4%	-7.8%

Tableau 37 - Consommations externes demandes et proposition

Tableau 38 – Montant à tarifier Consommations externes : Détail des ajustements proposés [Confidentiel]

V. Charges de personnel

A. Rémunérations principales

Les « rémunérations principales » désignent les salaires bruts versés aux employés, avant déductions des cotisations sociales. Elles correspondent à la rémunération des salariés 100% GRD gaz et à la quote-part GRD-Gaz dans la rémunération des salariés mutualisés. Ce poste représente 41,53% des CNE.

A.1. Masse salariale

La masse salariale représente les équivalents temps plein attribués à GRD Gaz.

1) Bilan de la période ATRD 6

La trajectoire des ETPs sur la période ATRD 6 suit la trajectoire prévisionnelle sur la période. [Confidentiel]

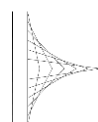
Au cours de la période totale ATRD6, y compris les prévisions pour l'année 2025, Caléo connaîtra [Confidentiel].

Les augmentations d'ETP en 2022, 2023 et 2024 ont représenté [Confidentiel], correspondant à une augmentation de [Confidentiel] des effectifs mutualisés. Caléo explique cette augmentation par le remplacement de salariés ayant quitté l'entreprise, afin d'assurer la continuité de service sur la période considérée.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

[Confidentiel]

Pour la période ATRD7 Caléo explique que [Confidentiel] employés mutualisés supplémentaires [Confidentiel] sont nécessaires pour couvrir les nouvelles exigences en matière de recherche de fuites, de surveillance de chantiers et de travaux informatiques.



3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

Nous pensons qu'une reprise du nombre d'emplois au niveau de 2020 devrait suffire pour rétablir pleinement la qualité du service. Certaines tâches, comme la gestion des serveurs, ont été externalisées et devaient donc libérer le personnel interne. De plus, il y a moins d'activité concernant les raccordements et branchements en raison de la baisse du nombre de points de livraison raccordés au réseau de Caléo.

[Confidentiel]

4) Demande mise à jour

Dans son dossier tarifaire mis à jour, Caléo n'a pas donné d'indications plus précises sur le nombre d'ETP, seul un commentaire indique que l'opérateur prévoit la suppression d'un employé en 2027 comme changement par rapport au prévisionnel initialement communiqué.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Dans la demande mise à jour, l'opérateur indique en bref qu'il prévoit la suppression d'un employé en 2027 comme changement par rapport au prévisionnel initialement communiqué.

ETP	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 39 – Effectifs : demande et proposition pré-contradictoire

6) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

[Confidentiel]

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La réponse de l'opérateur au rapport pré-contradictoire fait référence au scénario de la perte de la DSP Eau et de la reprise de certains employés de ce secteur d'activité. Ainsi, seules des informations limitées peuvent être tirées de ce texte pour évaluer la trajectoire initiale des ETP.

L'opérateur explique néanmoins de manière compréhensible que sa configuration actuelle en personnel ne répond pas aux exigences accrues en matière des SI, en particulier aux exigences de la nouvelle réglementation NIS2. Caléo a également clairement exposé la nécessité de maintenir l'équipe d'intervention technique composée de 5 techniciens dont le champ de responsabilité a été élargi.

Néanmoins, les capacités libérées, comme celles qui résultent par exemple de la délocalisation de l'envoi des factures, ne sont pas prises en compte distribuant de nouvelles responsabilités parmi les employés existants. De plus, il n'existe pas de circonstances extérieures qui justifient un besoin de personnel supplémentaire dans le domaine de la surveillance du réseau et des chantiers. Il convient de noter que l'année 2025 présente une croissance du personnel accrue de 0,64 ETP, qui devrait couvrir les besoins décrits ci-dessus, selon le dossier tarifaire.

[Confidentiel]

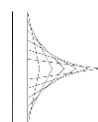


Figure 17 – Evolution de la masse salariale (ETPs) [Confidentiel]

ETP	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en% du poste)					

Tableau 40 – Effectifs : demande et proposition finale

A.2. Rémunération moyenne

Le « salaire moyen » correspond à la rémunération principale divisée par l'ensemble des ETP.

1) Bilan ATRD 6

Sur la période ATRD6, les évolutions de rémunération implicites ont été :

	2022	2023	2024	2025
Evolution de la rémunération moyenne	0.0%	0.7%	5.2%	1.4%

Tableau 41 – Evolution de la rémunération moyenne 2022-2024

Caléo explique qu'en 2024, l'augmentation est liée à des primes de mariage versée, des jours de CET qui ont été versé pour certains collaborateurs, un départ à la retraite d'un agent d'exploitation (prime de départ) De plus en 2024, plus de salariés ont demandé le versement direct de l'intéressement sur leur salaire de mai plutôt que le placement.

L'ensemble de ces effets est ainsi spécifique à 2024. Caléo n'a pas détaillé les montants associés à ces effets spécifiques.

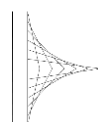
2) Explication de la demande initiale par Caléo

Dans le dossier tarifaire, Caléo indique qu'elle se base sur l'évolution du SNB de 0.9% par an ainsi que sur les valeurs du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) fournies par la branche.

Cependant, la croissance de la rémunération moyenne dans la demande de Caléo ne correspond pas à ces hypothèses.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Salaire brut moyen (en k€)	[Confidentiel]							
Evolution (en %)								
Dont évolution du SNB (en %)								
Dont évolution autres (en %)								

Tableau 42 – Evolution des rémunérations principales du réalisé ATRD6 et la demande initiale ATRD7



3) Appréciation pré-contradictoire du niveau initial de la trajectoire

Le point élevé de la rémunération moyenne en 2024 correspondant à des effets spécifiques et non récurrents, la valeur de référence retenue pour la rémunération moyenne est la valeur 2023 augmentée de l'inflation entre 23 et 24. La rémunération moyenne évolue ensuite de la moyenne de l'évolution implicite demandée par Caléo sur la période 2025-2029 (+1.95% par an).

4) Demande mise à jour

La demande mise à jour indique un niveau de salaire inférieur à partir de 2027. Avec une moyenne de 1,9% sur la période ATRD7 la croissance des salaires est également inférieure de 0,2% à celle de la demande initiale.

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Salaire brut moyen (en k€)	[Confidentiel]							
Evolution (en %)								
Dont évolution du SNB (en %)								
Dont évolution autres (en %)								

Tableau 43 – Evolution des rémunérations principales du réalisé ATRD6 et la demande mise à jour ATRD7

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Au moment de la première analyse de la demande mise à jour, l'évolution des ETP n'était pas clairement connue et la modification de la demande initiale n'était pas compréhensible. Le seul effet clairement déterminable était une augmentation des rémunérations principales totales.

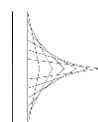
La proposition initiale en prenant comme base la valeur de 2023 ajustée en fonction de l'augmentation moyenne des années 2025-2029 est donc maintenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Demande mise à jour Caléo					
Ajusté PIA-AEC					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					

Tableau 44 – Rémunération moyenne - Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

[Confidentiel]



7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'augmentation des rémunérations moyennes constatée en 2025 a été analysée par Caléo et est due en grande partie à l'augmentation des salaires moyens.

En examinant l'évolution des salaires de la demande initiale (cf. tableau 47), on constate, après déduction de l'effet de la hausse de la SNB, un décalage Vieillesse Technicité (GVT) de 1,2 %, ce qui est inférieur au GVT de 2,6 % indiqué dans le dossier tarifaire. Cependant, ce chiffre ne devrait pas se vérifier dans la moyenne de l'entreprise en raison du départ à la retraite de collaborateurs seniors et de nouvelles embauches

La hausse des salaires moyens de 2,1 % correspond à l'évolution des salaires des autres opérateurs et est conforme aux attentes d'inflation pour la période ATRD7 (il est prévu une croissance des salaires légèrement supérieure au niveau de l'inflation). Les salaires moyens issus de la demande ATRD7 de Caléo sont repris.

Figure 18 – Evolution de la rémunération moyenne [Confidentiel]

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					

Tableau 45 – Rémunération moyenne - Demande et proposition finale

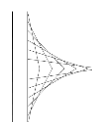
A.3. Trajectoire de la rémunération principale

La trajectoire des rémunérations est le résultat du produit du nombre d'ETP et des rémunérations moyennes.

Figure 19 – Evolution de la rémunération principale [Confidentiel]

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					

Tableau 46 – Rémunération principale - Demande et proposition finale



B. Charges Sociales

Les « charges sociales » sont les cotisations versées par Caléo aux organismes de protection sociale pour financer la sécurité sociale, les retraites, l'assurance chômage, la mutuelle, etc. Ce poste représente **19,16% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

Un taux de 45% appliqué à l'assiette des rémunérations soumises aux charges sociales (rémunérations brutes hors avantages en nature, intéressement, etc.)

Le taux de charges sociales moyen constatée sur la période ATRD 6 est :

	2022	2023	2024	2025
Taux de charges sociales moyen	39,5%	45,4%	46,0%	44,7%

Tableau 47 – Evolution du taux de charges sociales moyen 2022-2025

Caléo explique que le taux faible en 2022 reflète des congés maladie exceptionnels.

L'écart marqué entre le délibéré ATRD 6 (**253 k€/an** en moyenne) et le réalisé sur la période (**346 k€/an** en moyenne) alors que la rémunération principale délibérée est proche de la rémunération principale réalisée a été expliqué par Caléo comme suit : « Nous avons eu des augmentations des cotisations URSSAF, CNIEG qui n'étaient pas prévues ainsi qu'une charge « pôle emploi » suite à un licenciement d'un salarié d'exploitation. »

2) Explication de la demande initiale par Caléo

Caléo explique dans le dossier tarifaire qu'il a vu une augmentation du taux des charges sociales dans la période ATRD6 et retient un taux de 45%.

La demande effective de charges sociales en pourcentage des rémunérations principales est cependant constamment de 42.9% en moyenne.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau initial de la trajectoire

L'hypothèse de Caléo de 42.9% est retenue. Ce taux est appliqué aux rémunérations principales calculées ci-dessus.

4) Demande mise à jour

En comparaison avec sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 55,6k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de 13,1%. Par rapport aux rémunérations totales, le ratio des charges sociales montre une légère augmentation par rapport à la demande initiale.

	2026	2027	2028	2029
Taux de charges sociales (demande initiale)	[Confidentiel]			
Taux de charges sociales (demande mise à jour)				

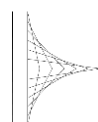


Tableau 48 –Taux de charges sociales des demandes ATRD7

Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation de la demande mise à jour

Nous maintenons l'hypothèse initiale de Caléo d'un taux de 42,9% de Renouvellements principaux et l'adaptions en fonction des données ajustées de la demande mise à jour.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo					
Demande mise à jour Caléo					
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					
	[Confidentiel]				

Tableau 49 - Charges sociales - Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

« Nous avons bien utilisé un taux de 45% pour les charges sociales, mais certains éléments de la rémunération n'ont pas de charges sociales, d'où le taux de 42,9% légèrement inférieur à 45% (tickets restaurants, cesu, IEHC (taux à 0 %). »

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

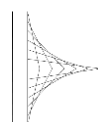
La réponse de l'opérateur confirme la méthodologie proposée dans l'appréciation de l'application d'un pourcentage de 42,9 pour cent. Ce pourcentage est appliqué aux nouvelles rémunérations principales, de sorte que l'évolution des charges sociales suit celle de la progression des salaires.

Les mouvements de personnel dus à la perte de DSP Eau ne sont pas pris en compte.

Figure 20 – Evolution des charges sociales [Confidentiel]

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo					
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					
	[Confidentiel]				

Tableau 50 - Charges sociales - Demande et proposition finale



C. CCAS 1%

Le CCAS (Comité Central des Activités Sociales) des IEG est l'organe central qui gère les activités sociales des personnels des entreprises des IEG. Le CCAS 1% est la contribution employeur obligatoire qui sert à financer le CCAS. Ce poste représente **0,68% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

Pour le délibéré ATRD 6, le réalisé 2020 indexé sur l'inflation avait été reconduit. Caléo explique cependant que pour l'ATRD 6, 50% de ces charges avaient été imputées sur l'eau alors qu'il s'agit uniquement d'une charge liée au statut des industries électriques et gazières. La clé salaire est ensuite utilisée pour affecter cette charge entre le GRD et le Fournisseur.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

Caléo n'a pas fourni d'explication sur la façon dont sa demande a été calculée. La demande semble assise sur l'estimé 2025 rejoué de l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

A ce stade, la demande de l'opérateur a été retenue pour ce poste. Dans un deuxième temps, une harmonisation avec les approches retenues pour les autres opérateurs sera effectuée.

4) Demande mise à jour

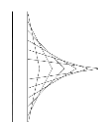
Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de [Confidentiel] en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de [Confidentiel].

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Concernant les charges liées au financement des activités sociales (type CCAS), une augmentation peut être envisagée dans la mesure où la fin de la mutualisation peut entraîner une hausse du nombre de personnels affectés administrativement à l'activité gaz, même si le volume global d'ETP reste stable.

Une augmentation de plus de [Confidentiel] n'est pas compréhensible. Cela signifierait que l'ensemble du CCAS, qui était auparavant réparti entre le gaz et l'eau, devrait maintenant être supporté par un sous-secteur. Nous supposons ici que des changements dans la structure du personnel sont possibles avec plus de compétences spécifiques au gaz sur moins de collaborateurs. Jusqu'à ce que Caléo donne plus de détails sur le nombre d'employés à venir, l'hypothèse d'une augmentation de 25% est utilisée.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Demande mise à jour Caléo					
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire					
Ecarts (en valeur)					



Ecarts (en % du poste)

Tableau 51 – CCAS 1% demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous ne comprenons pas que PIA limite l'évolution à [Confidentiel] des charges CCAS.

Nous souhaitons que PIA prenne en compte notre mise à jour du nombre ETP pour le calcul des charges CCAS.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Comme indiqué ci-dessus, la CCAS 1% est calculée sur la base du personnel, sur la base duquel la plus grande cohérence dans les données de l'opérateur est également démontrée. Pour la période ATRD7, Caléo affiche des coûts moyens de 771 à 807 €. Les coûts par personne liés à la demande de Caléo sont pris en charge et indexés sur le personnel. Le nombre d'ETP dont l'appréciation est inférieure de 2,3% à la demande pour les années 2027 à 2029 est utilisé comme approximation.

Figure 21 – Trajectoire du CCAS 1% [Confidentiel]

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC					
Ecarts (en valeur)					
Ecarts (en % du poste)					

Tableau 52 – CCAS 1% - Demande et proposition finale

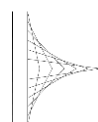
D. Autres charges de personnel

Ce poste représente, depuis le reclassement opéré par Caléo en 2024, **5,39% des CNE**.

En 2022 et 2023, ce poste couvrait le versement et subvention à l'amicale du personnel, la participation CESU et la médecine du travail, pharmacie. En 2024, Caléo y a intégré les comptes 6581xx versements avantages en nature gaz et électricité, précédemment comptabilisés en aides commerciales.

1) Bilan de la période ATRD 6

La trajectoire délibérée avait reconduit la moyenne 2018-2020 indexée sur l'inflation.



La moyenne 22-24 de ce poste hors avantages en nature était 6.5 k€ par an. Les avantages en nature ont été de 97k€ en 2024 alors que la moyenne 22-23 était de 33 k€.

Les « autres charges de personnel » regroupent notamment, depuis 2024, les charges sur les avantages en nature énergie, ainsi que celles liées à la refacturation de la différence tarifaire des agents (GRDF, VIALIS, ES). Cela signifie que Caléo rembourse à GRDF, VIALIS et ES la différence entre les salaires versés à leurs agents et les coûts qu'assumerait Caléo pour des postes équivalents en interne.

En €	2022	2023	2024
Avantage en nature énergie	[Confidentiel]		
Subvention amicale, participation CESU, médecine du travail			

Tableau 53 – Autres charges de personnel – Détails 22-24

2) Explication de la demande initiale par Caléo

Caléo précise que la trajectoire de ce poste est déterminée par application de l'inflation à la valeur 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initial

Concernant le versement et subvention à l'amicale du personnel, la participation CESU et la médecine du travail, pharmacie, la proposition de Caléo a été retenue (réalisé 2024 + inflation).

Concernant les avantages en nature, le passage de ce poste de 33k€ en moyenne sur 22-23 à 97k€ en 2024 n'a pas fait l'objet d'explication. Cette augmentation est considérée conjoncturelle. La valeur de référence retenue est la moyenne 22-23 rejouée de l'inflation.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 12,5k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à une hausse de 10%.

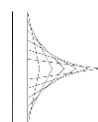
Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Alors que nous n'avons aucune raison de penser que l'avantage en nature énergie continuera d'augmenter, des dépenses telles que le versement et la subvention à l'amicale du personnel, la participation CESU et la médecine du travail, la pharmacie seront très probablement maintenues et entraîneront une augmentation de la charge pour Caléo.

Comme les comptes correspondants de la balance générale sont jusqu'ici imputés à 50 % sur les activités gazières, nous doublons le montant de ce sous-compte, tel qu'il a été adopté à l'origine. Le coût de l'avantage en nature énergie est maintenu tel que décrit ci-dessus.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Demande mise à jour Caléo					



Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	
Ecart (en valeur)	
Ecart (en % du poste)	

Tableau 54 – Autres charges de personnel - Demandes et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

[Confidentiel]

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Comme Caléo ne donne pas d'autres informations sur la subvention amicale, la participation CESU, la médecine du travail, la trajectoire de cette partie des charges sociales se base sur le réalisé de l'année 2024 et est mise à jour en fonction de l'inflation.

La trajectoire de l'avantage en nature énergie est basée sur le réalisé de l'année 2024 et évolue en fonction des informations fournies par la CRE sur l'évolution des prix moyens de l'énergie.

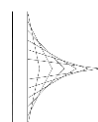
	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Evolution du prix du gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%
Evolution du prix du gaz	1	-5%	-3%	-2%	0%	0%
Evolution du tarif agent/avantage en nature énergie	1	-11%	-2%	-1%	1%	0%

Tableau 55 – Evolution du prix de l'électricité et du gaz selon la CRE

Figure 22 – Autres charges de personnel [confidentiel]

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	[Confidentiel]				
Ajusté PIA-AEC final					
Ecart (en valeur)					
Ecart (en % du poste)					

Tableau 56 – Autres charges de personnel - Demande et proposition finale



E. Synthèse de la rubrique Charges de personnel

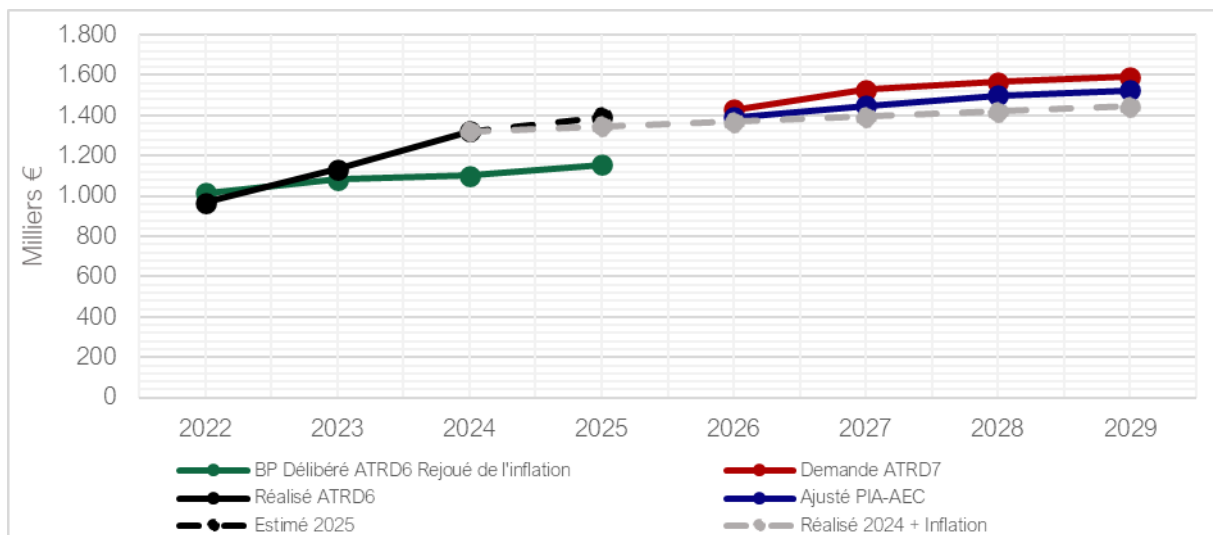


Figure 23 – Synthèse de la rubrique charges de personnel

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	1.429,5	1.526,0	1.564,6	1.592,7	1.528,2
Ajusté PIA-AEC	1.390,3	1.447,9	1.499,5	1.525,3	1.465,7
Ecart (en valeur)	-39,1	-78,1	-65,1	-67,4	-62,5
Ecart (en % du poste)	-2,7%	-5,1%	-4,2%	-4,2%	-4,1%

Tableau 57 – Charges de personnel - Demandes et proposition

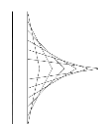
K€	2026	2027	2028	2029
Rémunérations principales (641xxx)	0,0	-25,6	-26,6	-27,1
Charges sociales (645xxx)	-6,8	-18,0	-3,9	-4,0
CCAS 1% (6472xx)	0,0	-0,4	-0,4	-0,4
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	-32,3	-34,1	-34,2	-36,0

Tableau 58 – Charges de personnel : Détail des ajustements proposés

VI. Impôts et taxes

A. Contribution économique territoriale

La CET (Contribution Économique Territoriale) est un impôt local composé de deux éléments principaux :



- La CFE (Cotisation Foncière des Entreprises), calculée sur la valeur locative des biens immobiliers utilisés par l'entreprise.
- La CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises), basée sur la valeur ajoutée produite par l'entreprise, avec un taux progressif selon le chiffre d'affaires.

Ce poste représente **0,38% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

La délibération ATRD6 était basée sur la moyenne 2018-2019 indexée sur l'inflation.

La moyenne du réalisé 2022, 2024 était de 8 k€, alors que le réalisé 2023 a enregistré une valeur particulièrement élevée de 26 k€. Caléo explique cet écart par un calcul erroné. Caléo explique en effet que la provision CVAE en 2023 a été calculée avec les anciens taux d'où un montant plus important en 2023. En 2024 la déclaration a été correctement calculée avec les bons taux.

2) Explication de la demande par Caléo

Caléo précise que la trajectoire de ce poste est déterminée par application de l'inflation à la valeur 2024. Aucune autre estimation de l'évolution future des taux d'imposition n'a été faite dans ce post.

3) Appréciation pré-contradictoire du niveau initial de la trajectoire

Les dispositions de la loi des finances 2025 seront retenue pour le calcul de la CVAE et plus globalement de la CET.

CVAE

La loi reconduit les taux effectifs de CVAE de 2024 en 2025, 2026 et 2027. La CVAE baisse ensuite d'un tiers en 2028 et de deux tiers en 2029.

CFE

La CFE est basée sur la valeur locative cadastrale des immobilisations utilisées pour l'activité professionnelle à laquelle est appliqué un taux fixé chaque année par la commune.

Les paramètres de calcul de la CFE ne sont ainsi pas connus à l'heure actuelle. L'approche retenue par Caléo de baser l'évaluation sur le réalisé 2024 avec inflation est reconduit.

Plafonnement de la CET

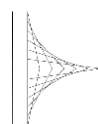
Le plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée est révisé. En 2024, ce plafonnement était de 1.531%. Ce taux passe à 1.438% en 2028 puis à 1.344% en 2029.

La CFE étant de l'ordre de 4.4 k€ en 2024, le plafond de la CET ne sera pas atteint sur la période ATRD7 et n'affecte donc pas le calcul.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a baissé son prévisionnel de 2,8k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à une diminution de 33%.

Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.



5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

L'abaissement d'un tiers de la CET reflète vraisemblablement à la fois la perte de valeur des biens et une affectation différente de la CVAE. En raison du manque d'informations, l'estimation de Caléo est retenue. De plus, la CVAE est diminuée selon la méthode décrite ci-dessus, sa part dans le total du CET étant déterminée à partir des dernières valeurs connues de la balance générale dès 2024.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	8,0	8,1	8,3	8,4	8,2
Demande mise à jour Caléo	8,0	5,4	5,5	5,6	6,1
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	8,0	5,4	4,8	4,0	5,6
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	-0,8	-1,6	-0,6
Ecart (en % du poste)	0,0%	0,5%	-13,7%	-27,8%	-9,3%

Tableau 59 – Contribution économique territoriale demande et proposition pré-contradictoire

6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a approuvé notre proposition pour la trajectoire ATRD7.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Sans tenir compte de la perte de la DSP Eau, on peut s'attendre à une évolution de la Contribution Économique Territoriale correspondant à l'appréciation initiale, la CFE évoluant parallèlement à l'inflation et la CVAE diminuant en fonction des informations officielles au cours de la période ATRD7.

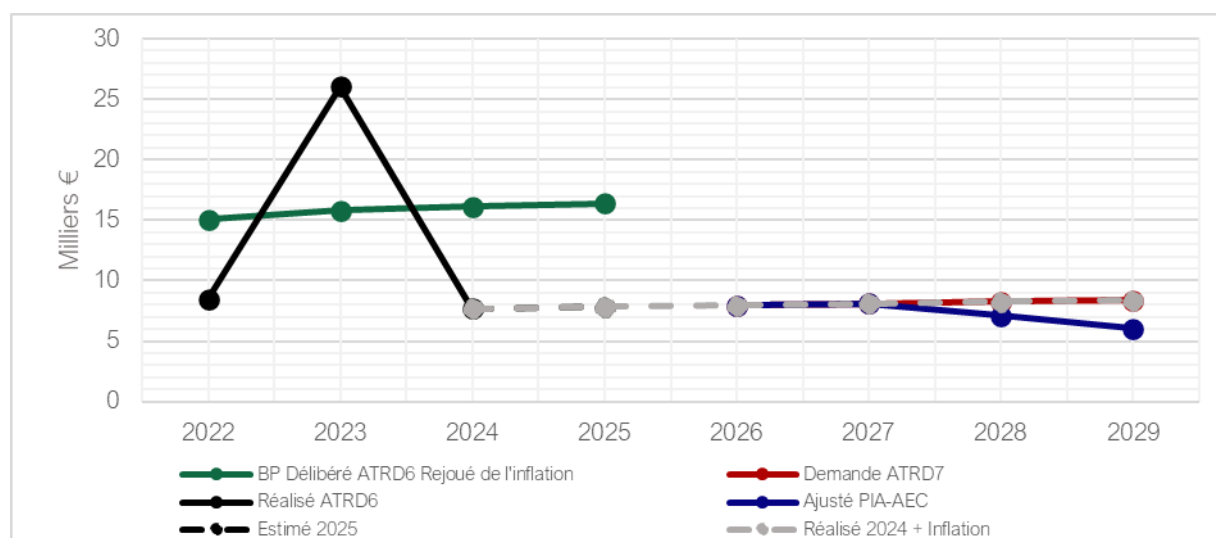
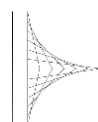


Figure 24 – Contributions économiques territoriales



k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	8,0	8,1	8,3	8,4	8,2
Ajusté PIA-AEC final	8,0	8,1	7,1	6,0	7,3
Ecarts (en valeur)	0,0	0,0	-1,2	-2,4	-0,9
Ecarts (en % du poste)	0,0%	0,0%	-14,1%	-28,2%	-10,8%

Tableau 60 – Contribution économique territoriale - demande et proposition finale

B. Autres impôts et taxes

Les autres taxes regroupent notamment la TICGN (Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel) ; les taxes d'apprentissage et de formation ; le fonds énergie ; et diverses autres taxes (ordures ménagères, sur les véhicules de sociétés, droits d'enregistrement, etc.

Ce poste représente **2,38% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire de la délibération ATRD 6 a été déterminée par la reconduction du réalisé de 2020, soit 11k€, indexé sur l'inflation

Le réalisé sur la période 22-24 était de 27.5k€ par an en moyenne, nettement au-dessus de la délibération ATRD6.

Caléo explique cette augmentation par le doublement du taux de la TICGN, désormais versée à la DGFiP (et non plus aux douanes), et par l'intégration de la part TICGN liée aux consommations internes et aux avantages en nature gaz des agents, répartie selon des clés internes depuis 2023.

En effet, la comptabilité de l'opérateur montre une évolution de la TICGN de 2 k€/an en moyenne 22-23 à 11k€ en 2024.

2) Explication de la demande initiale par Caléo

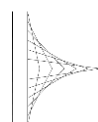
Caléo précise que la trajectoire de ce poste est déterminée par application de l'inflation à la valeur 2024.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande initiale

	2022	2023	2024
TICGN (635800)	2,257	2,421	11,207
Divers apprentissage (6312xx, 6333xx)	11,589	13,322	22,079
Ordures ménagères et autres taxes locales (6351xx hors CET et 6354xx)	1,194	733	1,464
Organic (637800)	-	9,274	15,517
Fonds énergie, contribution acheminement (6378xx hors Organic)	-	-	2,454

Tableau 61 – Autres impôts et taxes, détails des charges 2022-2024

TICGN



En matière de TICGNN, l'accise avait été remonté de 8.37€/MWh à 16.37€/MWh en 2024. A partir du 1^{er} août 2025, l'accise est abaissée à 15,43€/MWh. Ce taux sera retenu pour la trajectoire 2026-2029.

Divers apprentissage

L'augmentation observée en 2024 provient du compte 633320x non libellé (10k€). C'est donc la valeur constatée en 2023 qui est retenue (+ inflation).

Ordures ménagères et autres taxes locales

La valeur 2024 sera reconduite avec inflation.

Organic

Cette taxe est apparue en 2023 n'a pas été expliquée à ce stade. Elle est considérée conjoncturelle et n'est pas retenue à ce stade.

Fonds énergie, contribution acheminement

Ces taxes apparaissent également en 2024 et semblent relever d'éléments conjoncturels. Le montant associé n'est pas reconduit.

4) Demande mise à jour

Par rapport à sa demande initiale, Caléo a augmenté son prévisionnel de 4,3k€ en moyenne pour les années 2027 à 2029 ce qui correspond à un pourcentage de 7,5%.

Cette augmentation spécifique n'a pas été justifiée séparément.

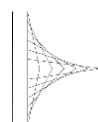
5) Appréciation pré-contradictoire de la demande mise à jour

Aucun élément structurel lié à la fin de la DSP eau ne justifie une augmentation significative des charges au-delà du niveau déjà réparti à hauteur de 50 % sur l'activité gaz. La plupart des taxes incluses dans ce poste ne sont pas affectées par la mutualisation antérieure avec l'activité eau, ou l'étaient déjà de manière proportionnée.

Par conséquent, la méthode décrite ci-dessus pour déterminer le Trajectoire ATRD7 est maintenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	54,6	55,6	56,6	57,6	56,1
Demande mise à jour Caléo	54,6	59,8	60,9	62,0	59,3
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	26,1	26,4	26,7	27,0	26,6
Ecart (en valeur)	-28,5	-33,4	-34,2	-35,0	-32,8
Ecart (en % du poste)	-52,2%	-55,8%	-56,1%	-56,4%	-55,2%

Tableau 62 – Autres Impôts et taxes – Demandes et proposition pré-contradictoire



6) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a approuvé notre proposition pour la trajectoire ATRD7.

7) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Étant donné que Caléo n'a fourni aucune autre information sur la structure de cette position et qu'il n'a pas soulevé d'objection à la méthodologie choisie dans le contradictoire, l'appréciation initiale est maintenue.

En matière de TICGNN, la valeur de l'accise retenue est appliquée aux volumes de gaz acheminé tel que prévu par l'opérateur

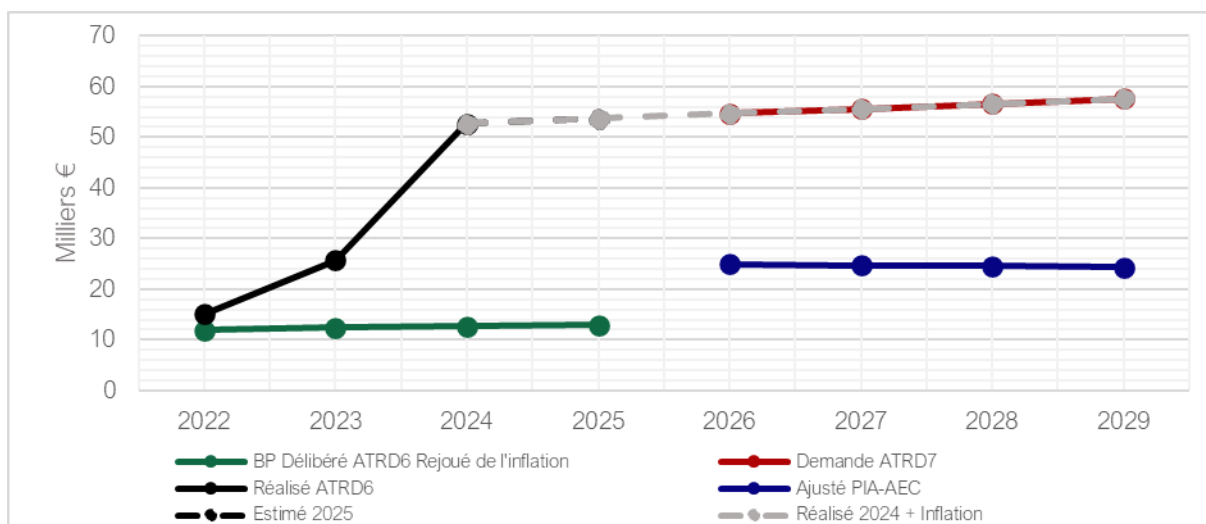
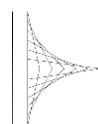


Figure 25 – Autres impôts et taxes

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	54,6	55,6	56,6	57,6	56,1
Ajusté PIA-AEC final	25.0	24.7	24.5	24.4	24.6
Ecart (en valeur)	-29.7	-30.9	-32.1	-33.3	-31.5
Ecart (en % du poste)	-54.3%	-55.6%	-56.7%	-57.7%	-56.1%

Tableau 63 – Autres Impôts et taxes – Demande et proposition finale



C. Synthèse de la rubrique Impôts et taxes

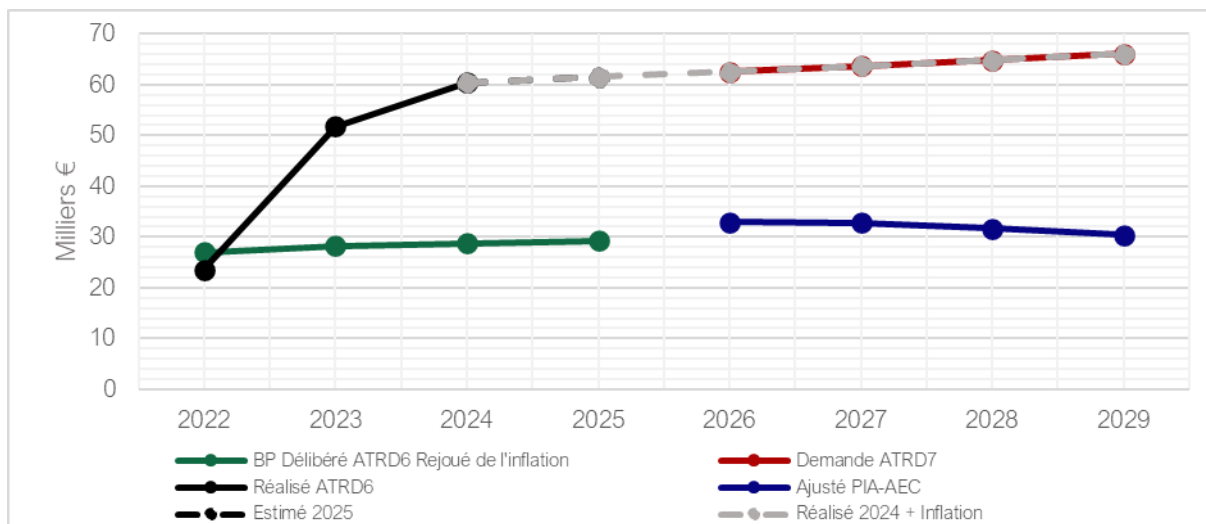


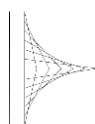
Figure 26 – Synthèse de la rubrique Impôts et taxes

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	62.6	63.7	64.9	66.0	64.3
Ajusté PIA-AEC	32.9	32.8	31.6	30.4	31.9
Ecart (en valeur)	-29.7	-30.9	-33.3	-35.7	-32.4
Ecart (en % du poste)	-47.4%	-48.5%	-51.3%	-54.0%	-50.3%

Tableau 64 – Impôts et taxes - demande et proposition

K€	2026	2027	2028	2029
CET/CVAE/CFE	0,0	0,0	-1,2	-2,4
Autres	-29.7	-30.9	-32.1	-33.3

Tableau 65 – Impôts et taxes : Détail des ajustements proposés



VII. Recettes extra-tarifaires

A. Transfert de charges

1) Bilan ATRD6

Ce poste était de 21 k€ en 2018 et en 2019. Caléo rapporte un transfert de charges de 2.9 k€ uniquement pour 2024., les autres années étant nulles.

Les montants constatés dans la balance générale de l'opérateur sont de 3.2 k€ par an en moyenne.

En €	2022	2023	2024
Transfert de charges (791xx)	2,442	4,225	2,871

Tableau 66 – Transfert de charges

2) Demande ATRD 7

L'opérateur propose une trajectoire à zéro pour la période ATRD7. Cette demande n'est pas justifiée.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La moyenne constatée sur la période 2022-2024 est reconduite avec inflation.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	3,5	3,5	3,6	3,6	3,5
Ecart (en valeur)	3,5	3,5	3,6	3,6	3,5

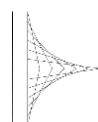
Tableau 67 –Transfert de charges demande et proposition pré-contradictoire

4) Eléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

La rubrique « transferts de charges » contient des éléments très aléatoires et non prévisibles. Cette rubrique est nulle sur plusieurs années et nous ne comprenons pas le choix de PIA de calculé la moyenne pour référence pour l'ATRD7. Nous maintenons notre choix de laisser une valeur nulle pour cette rubrique.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

Le poste est maintenu à zéro dans le prévisionnel ATRD7, conformément à la demande de l'opérateur et compte tenu de son absence quasi systématique sur la période ATRD6.



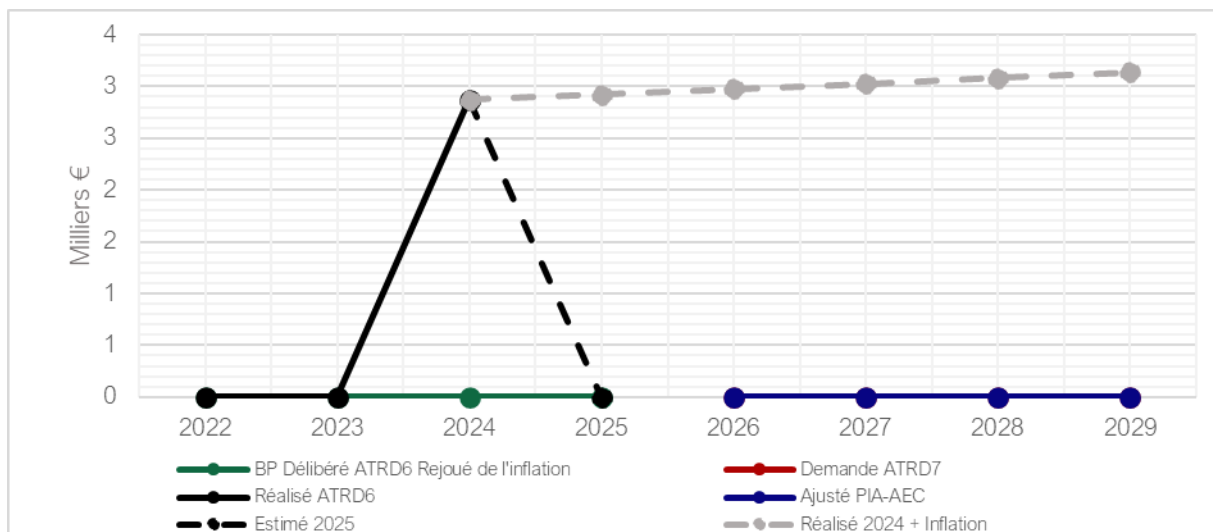


Figure 27 – Transferts de charges

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajusté PIA-AEC final	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 68 –Transfert de charges - demande et proposition finale

B. Locations de compteurs et postes

Les locations de compteurs et postes correspondent aux revenus perçus par le gestionnaire de réseau pour la mise à disposition de compteurs de gaz et de postes de livraison aux clients ou fournisseurs d'énergie. Depuis 2024, ce poste inclut également la location du poste d'injection biométhane. Ce poste représente **6,12% des CNE**.

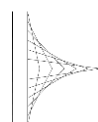
1) Bilan ATRD 6

La trajectoire délibérée avait reconduit le réalisé 2020 indexée sur l'inflation.

Caléo décompose ce poste en Compteurs et postes Biométhane et Autres compteurs et postes.

Pour la location des compteurs et postes biométhane, Caléo prévoit des recettes de 52 k€ en 2025 conformément au tarif du catalogue de prestations.

Pour la location des autres compteurs et postes, Caléo précise qu'en 2024, l'opérateur a signé des contrats de location et maintenance de poste gaz clients ; expliquant l'évolution du poste entre 2023 et 2024.



2) Explication de la demande par Caléo

Pour la location des compteurs et postes biométhanés, Caléo a indexé ce poste sur l'année 2024 et maintenu en fonction de l'inflation sur la période ATRD7.

La trajectoire de l'opérateur est basée sur l'inflation à partir du réalisé 2025.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

Le coût de la location du poste biométhane est confirmé par le catalogue de prestation.

La demande de l'opérateur a été retenue pour ce poste.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	129,5	131,8	134,2	136,6	133,1
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	129,5	131,8	134,2	136,6	133,1

Tableau 69 – Location compteurs et postes - Demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a pris note de l'acceptation de sa demande.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La proposition pré-contradictoire est maintenue.

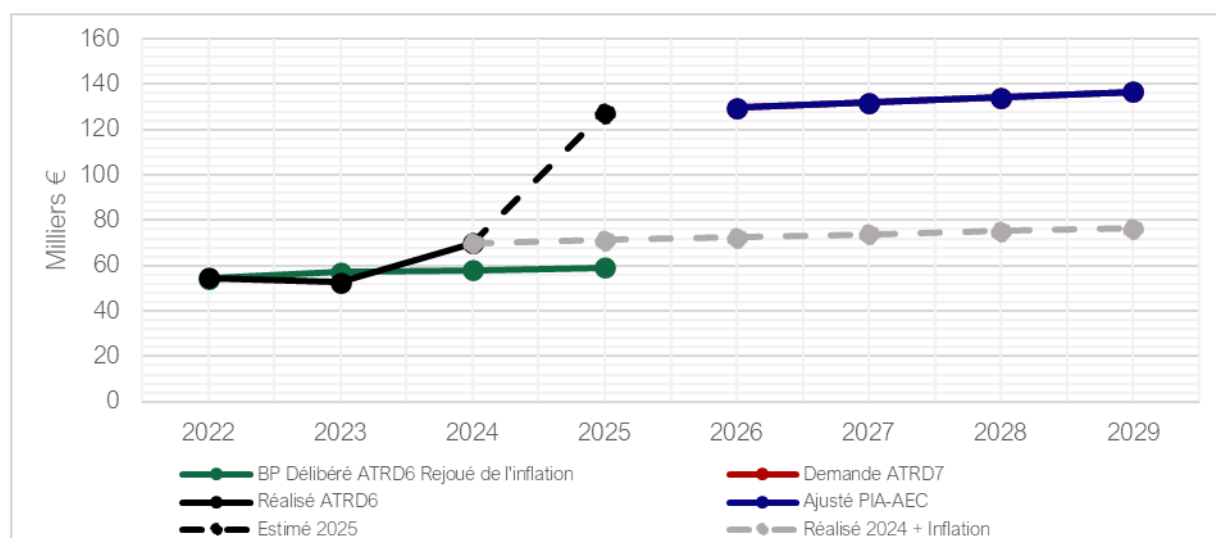
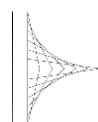


Figure 28 - Locations de compteurs et postes

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	129,5	131,8	134,2	136,6	133,1



Ajusté PIA-AEC final	129,5	131,8	134,2	136,6	133,1
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 70 – Location compteurs et postes - Demande et proposition finale

C. Prestations catalogue

Les prestations catalogue désignent les services proposés par le gestionnaire de réseau en dehors du tarif d'acheminement réglementé, selon un tarif fixé dans le catalogue de prestations. Il représente **2,60% des CNE**.

1) Bilan de la période ATRD 6

La trajectoire délibérée avait reconduit le réalisé 2020 indexée sur l'inflation.

Dans la trajectoire réalisée tel que rapportée par Caléo, la moyenne 22-24 de ce poste était 80 k€ par an.

Les valeurs réalisées en 2022 et 2023 sont nettement supérieures à la délibération ATRD6, puis une forte baisse intervient en 2024.

Cette baisse en 2024 (98k€ en 2022, 88k€ en 2023 contre 53 k€ en 2024) a été expliquée par Caléo comme suit :

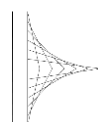
- Déplacement des prestations pour tiers (9k€) vers le poste « prestations pour tiers »
- Frais de coupure pour impayé qui ont été ventilé en fourniture en 2024 (6.5k€)
- Avec l'ancien logiciel, soit avant mai 2023 les frais catalogues étaient facturés manuellement par le service facturation. Depuis le passage à Efluid, ceux-ci sont facturés automatiquement et certains ne sont plus facturés depuis la migration surtout **les frais de coupure et les frais pour impayés et ont été aussi oubliés depuis la migration**.

Ce poste est reconstitué à partir des comptes comptables suivants :

- Frais de mise en service, travaux et prestations de service, indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement (7061xx)
- Prestations de service GRD 20% et prestations de service 20% (7068xx).
- Autres produits annexes : 708800, à partir de 2024, ce compte est reclassé en locations de compteurs et postes
- Prestation services (GRD) 20% : 706831, intégralement classé en prestations catalogue en 2022, puis un écart semble se mettre en place. En 2024, la moitié environ est cassée en prestation catalogue et l'autre moitié en autres recettes.

€	2022	2023	2024
Reconstitution PIA	98,346	89,897	52,869
Réalisé (Caléo)	98,346	88,420	53,040
Ecart (€)	-	-	1,477

Tableau 71 – Prestations catalogues 2022 à 2024



2) Explication de la demande par Caléo

La demande ATRD7 de Caléo est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La baisse des montants des prestations de service GRD semble essentiellement attribuée à une erreur de Caléo sur cette année. La moyenne du réalisé 22-23 inflaté est retenue.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	55,0	56,0	57,0	58,0	56,5
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	102,2	104,1	106,0	107,9	105,0
Ecart (en valeur)	47,3	48,1	49,0	49,9	48,6
Ecart (en% du poste)	86,0%	86,0%	86,0%	86,0%	86,0%

Tableau 72 – Prestations catalogue demande et proposition pré-contradictoire

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous pensons que l'année 2024, sera la nouvelle référence car la mise à jour de notre logiciel nous permettra d'être plus efficace dans la facturation des prestations catalogue. Nous souhaitons que PIA prenne la valeur de 2024, soit 53 k€ comme référence.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

L'information de Caléo est en contradiction avec la réponse à une question similaire adressée à l'opérateur lors d'une étape précédente de l'analyse, où il était encore « mal ventilé » en 2024. La moyenne du réalisé de la période ATRD7 est retenue.

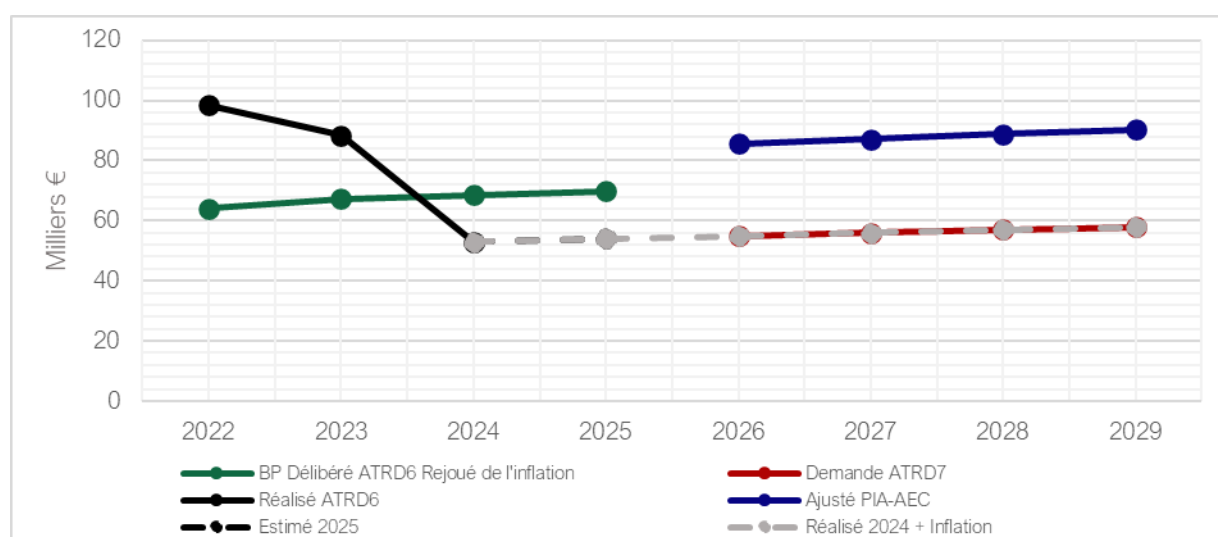
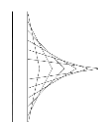


Figure 29 – Prestation catalogue



k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	55,0	56,0	57,0	58,0	56,5
Ajusté PIA-AEC final	85,7	87,2	88,8	90,4	88,0
Ecarts (en valeur)	30,7	31,3	31,9	32,4	31,6
Ecarts (en% du poste)	55,9%	55,9%	55,9%	55,9%	55,9%

Tableau 73 –Prestations catalogue - demande et proposition finale

D. Travaux et prestations pour tiers

Les travaux et prestations pour tiers correspondent aux interventions techniques réalisées par Caléo à la demande d'un tiers (collectivité, entreprise, particulier), en dehors de ses missions de service public. Ce poste représente **3,94% des CNE**.

1) Bilan sur la période ATRD 6

La trajectoire délibérée avait reconduit la moyenne 2018 et 2020 indexée sur l'inflation.

La moyenne réalisée 22-24 de ce poste était 69 k€ par an.

Les valeurs réalisées pour la période ATRD6 ont été significativement inférieures aux valeurs délibérées, avec en plus une baisse significative en 2023. Comme indiqué dans les chapitres « Achat matériel, équipement et travaux », l'année 2023 a eu moins de travaux refacturés et donc moins de recettes extratarifaires liés aux travaux.

Des recettes exceptionnelles liées au raccordement du poste biométhane devront être constatées en 2025 sur ce poste.

2) Explication de la demande par Caléo

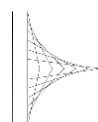
La demande ATRD7 de Caléo est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation.

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La demande de l'opérateur a été retenue pour ce poste.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	83.3	84.8	86.4	87.9	85.6
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	83.3	84.8	86.4	87.9	85.6

Tableau 74 –Travaux et prestation pour tiers demande et proposition pré-contradictoire



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La proposition pré-contradictoire correspondant à la demande de l'opérateur est maintenue.

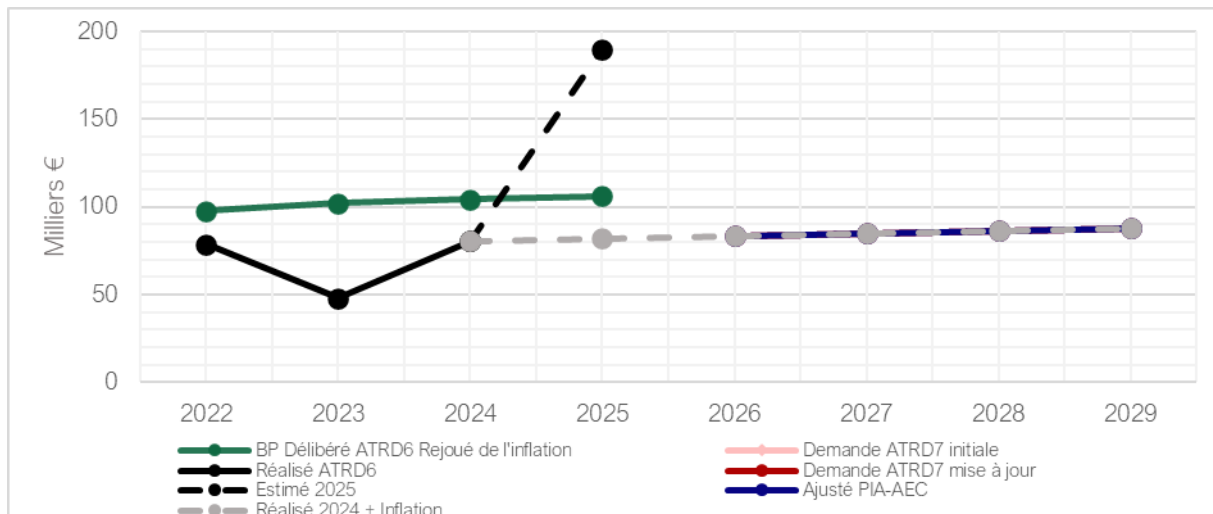


Figure 30 – Travaux pour tiers

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	83.3	84.8	86.4	87.9	85.6
Ajusté PIA-AEC final	83.3	84.8	86.4	87.9	85.6
Ecart (en valeur)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Tableau 75 –Travaux et prestation pour tiers demande et proposition finale

E. Autres recettes

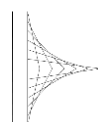
Ce poste représente 0,55% des CNE.

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire délibérée a été déterminée sur la base de 11.05k€ de la dernière valeur réalisée (2020).

La moyenne 22-24 de ce poste était 5 k€ par an.

Les valeurs réalisées pour la période ATRD6 ont été significativement inférieures aux valeurs délibérées, avec en plus une baisse significative en 2023.



€	2022	2023	2024
Reconstitution PIA	4,351	350	8,923
Réalisé (Caléo)	4,351	1,826	8,752
Ecart (€)	-	-	171

Tableau 76 – Autres recettes 2022 à 2024

2) Explication de la demande par Caléo

Ce poste intègre une nouvelle recette pour deux analyses biométhane par an. La recette attendue est de 2.5 k€ par an.

La demande ATRD7 de Caléo est basée sur le réalisé de 2024 indexé sur l'inflation. De plus, Caléo a ajouté un revenu annuel de 2250€ qui sera facturé au producteur de biométhane correspondant aux tarifs du catalogue de prestations.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	11,7	11,9	12,1	12,3	12,0
Ajusté PIA-AEC pré-contradictoire	11,8	12,0	12,2	12,5	12,1
Ecart (en valeur)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ecart (en% du poste)	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%

Tableau 77 –Autres recettes demande et proposition pré-contradictoire

3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

La trajectoire retenue considère :

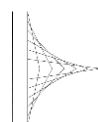
- Les recettes des deux analyses biométhanés, augmentées de l'inflation depuis 2025
- la valeur réalisée 2024 identifiée dans les comptes comptables augmentée de l'inflation

4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Caléo n'a pas fourni des éléments supplémentaires et a approuvé notre proposition pour la trajectoire ATRD7.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La proposition pré-contradictoire correspondant à la demande de l'opérateur est maintenue.



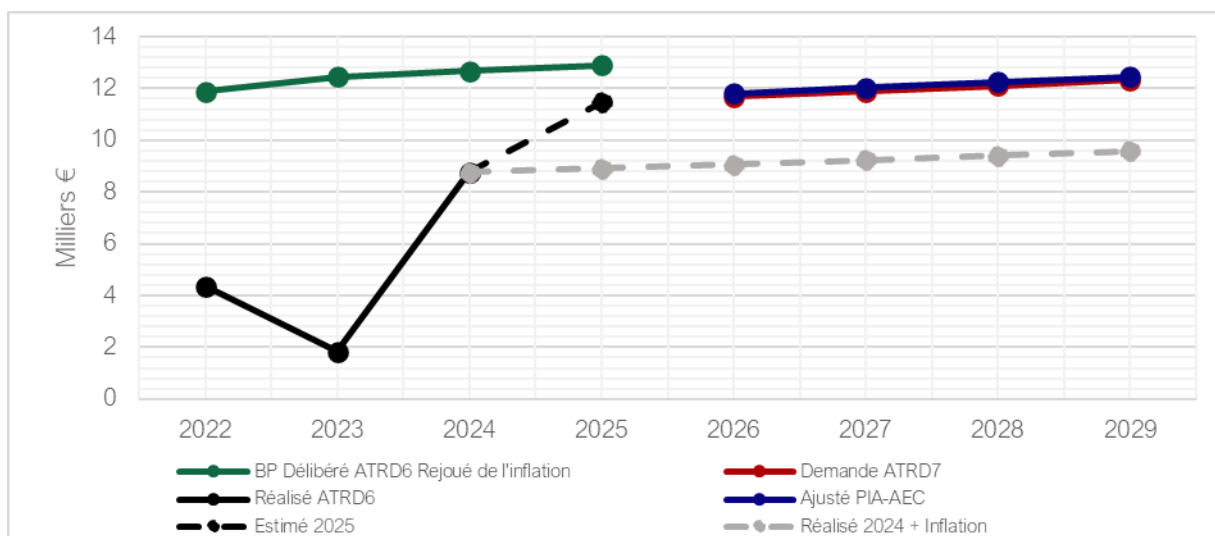


Figure 31 – Evolution du poste Autres recettes

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	11,7	11,9	12,1	12,3	12,0
Ajusté PIA-AEC final	11,8	12,0	12,2	12,5	12,1
Ecart (en valeur)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ecart (en% du poste)	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%

Tableau 78 –Autres recettes demande et proposition finale

F. Synthèse de la catégorie Recettes extra-tarifaires

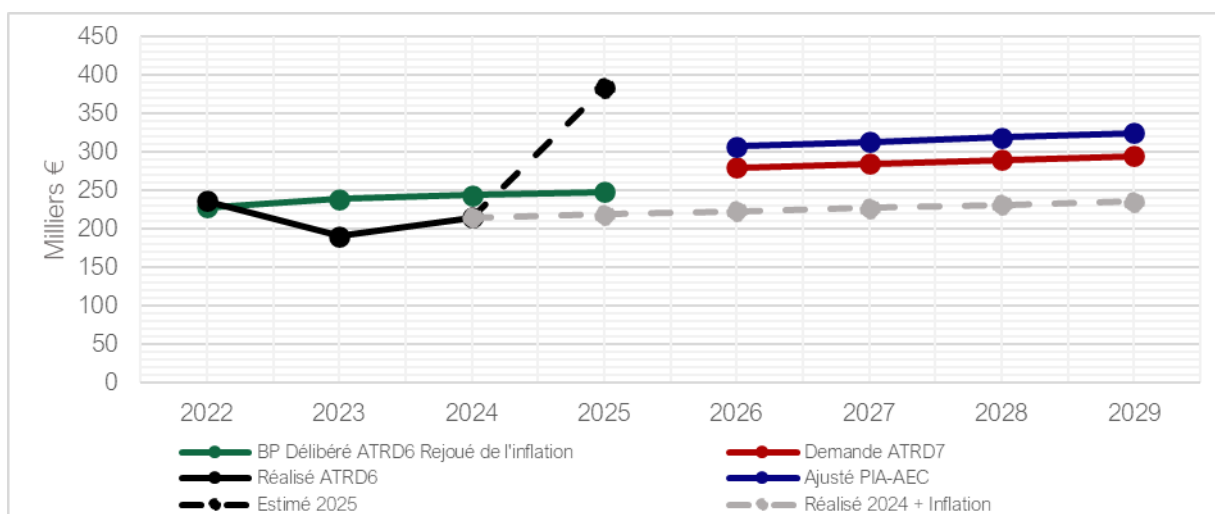
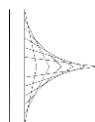


Figure 32 – Synthèse de la rubrique Recettes extratarifaires

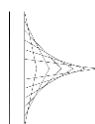


k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	279,5	284,5	289,6	294,9	287,1
Ajusté PIA-AEC	307,5	313,0	318,7	324,4	315,9
Ecart (en valeur)	28,0	28,5	29,0	29,6	28,8
Ecart (en% du poste)	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%

Tableau 79 – Recettes extra-tarifaires - Demande et proposition

Synthèse des écarts	2026	2027	2028	2029
Transfert de charges (791xxx)	0,0	0,0	0,0	0,0
Locations de compteurs et postes	0,0	0,0	0,0	0,0
Facturation prestations catalogue	27,9	28,4	28,9	29,4
Travaux pour tiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes	0,1	0,1	0,1	0,1

Tableau 80 – Recettes extra-tarifaires : Détail des ajustements proposés



VIII. Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux travaux réalisés en interne par Caléo sur son propre réseau et inscrits en immobilisations. Ce poste représente **6,9% des CNE**.

1) Bilan ATRD 6

La trajectoire délibérée a été déterminée sur la base des taux d'immobilisation observé entre 2019 et 2020, des effets non-récurrent ayant été constatés en 2018.

La moyenne 22-24 de ce poste était 154 k€ par an contre un délibéré de 225 k€. La production immobilisée de la période ATRD6 est nettement inférieure aux valeurs de la délibération.

L'année 2023 a constitué un point bas : 124k€. Caléo explique qu'en 2023, l'opérateur avait effectué moins de travaux d'extension et renouvellement de réseaux et de branchement que prévu, ce qui a engendré moins de production immobilisée directes et indirectes.

2) Explication de la demande par Caléo

Pour calculer la trajectoire ATRD7, Caléo a pris le ratio charges_directes/CAPEX et charges indirectes/CAPEX des années 2022-2024

€	2022	2023	2024
Charges directes	45 151	17 078	37 401
Charges indirectes	136 194	107 317	119 864
TOTAL de la production immobilisée	181 345	124 395	157 265
TOTAL CAPEX G1/G8 (hors AMR)	682 430	1 944 140	1 020 889
Production immobilisée % CAPEX G1/G8	27%	6%	15%

Tableau 81 – Production immobilisé et CAPEX G1 à G8

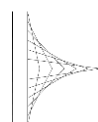
3) Appréciation pré-contradictoire de la demande

L'historique ne démontre pas de corrélation entre la production immobilisée et les investissements réalisés par Caléo dans les actifs des groupes 1 à 8 ; ni même dans les actifs du groupe 1 et 2 (canalisations) ni dans les groupes 1 à 4 (canalisations, postes, autres installations techniques).

Il semble en effet que le niveau de la production immobilisée est limité par l'organisation interne de Caléo et sa capacité à réaliser ses chantiers en propre. Avec uniquement trois ETPs pur GRD, cette capacité est naturellement réduite.

La trajectoire de la production immobilisée retenue s'appuie sur :

- La moyenne des charges directes sur 22-24 avec une évolution alignée sur l'évolution des charges de personnel
- La moyenne des charges indirectes sur 22-24 avec une évolution suivant l'inflation



4) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Nous pensons que l'année 2024 est plus représentatif que la moyenne 2022/2024. Nous souhaitons que PIA prenne la valeur de 2024, soit 37 k€ comme référence.

5) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La production immobilisée fluctue naturellement et dépend notamment de l'activité de construction de l'opérateur. Une simple continuation au niveau moyen d'un niveau réalisé ne semble pas appropriée

Après réévaluation des données, la trajectoire est adaptée sur la base des données du plan d'affaires fourni par Caléo. Les pourcentages moyens de la période ATRD6 pour les charges directes (3,7%) et indirectes (12,4%) sont reportés sur le prévisionnel des CAPEX.

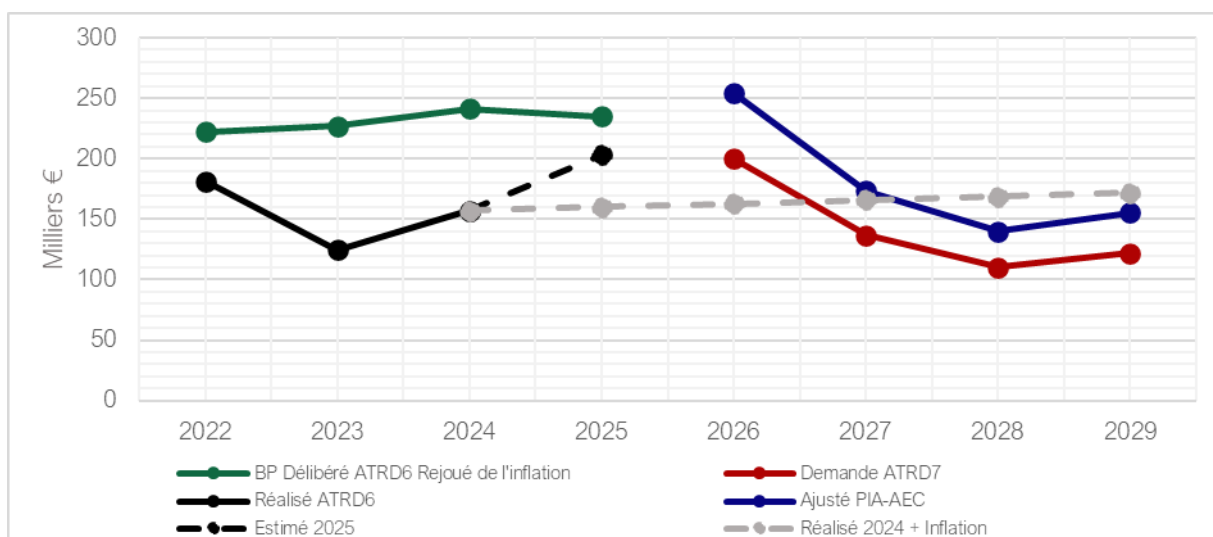
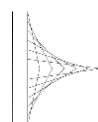


Figure 33 – Production immobilisée

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande Caléo	200,0	136,6	110,2	122,2	142,2
Ajusté PIA-AEC final	254,0	173,5	140,0	155,3	180,7
Ecart (en valeur)	54,0	36,9	29,8	33,1	38,4
Ecart (en% du poste)	27,0%	27,0%	27,0%	27,1%	27,0%

Tableau 82 – Production immobilisée demande et proposition finale



IX. Charges et produits communes non péréquées à retraiter

Le poste « Charges et produits des communes non péréquées à retraiter » correspond à des éléments spécifiques liés à certaines collectivités concédantes, qui ne relèvent pas du périmètre tarifaire standard et sont donc déduits des charges pour garantir une base de coûts homogène.

1) Les demandes par Caléo

En moyenne, pour la période ATRD7, Caléo attribuait initialement environ 12k€ de ses charges à la zone hors péréquation. Après révision, cette valeur a été portée à environ 14k€ dans la demande mise à jour.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Demande initiale Caléo	11,7	12,2	12,4	12,6	12,2
Ratio sur le total charges à couvrir	0,58%	0,56%	0,56%	0,56%	0,56%
Demande mise à jour Caléo	11,7	15,2	14,6	15,1	14,2
Ratio sur le total charges à couvrir	0,58%	0,56%	0,55%	0,55%	0,56%
Ecart (en valeur)	0,0	3,0	2,3	2,5	2,6
Ecart (en % du poste)	0,0%	24,5%	18,5%	19,8%	20,9%

Tableau 83 – Charges et produits communes non péréquées à retraiter demandes

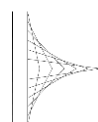
2) Appréciation de la demande mise à jour

Le mode de calcul du prévisionnel des charges et produits communs non péréqués à retraiter n'est pas connu, faute de précisions de la part de l'opérateur. Nous supposons cependant qu'elles sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe de 0,56% des coûts totaux. La détermination est donc basée sur ce pourcentage et sur les coûts totaux ajustés.

3) Éléments complémentaires apportés par l'opérateur lors de l'exercice contradictoire

Lors de l'étude de l'ATRD7, nous avons validé avec le cabinet Schwartz&Co, la méthode suivante pour calculer les charges et produits des communes non péréquées : Assiette : total des charges à couvrir, retraitée de :

- production immobilisée
- fournitures non stockables
- achats stockés
- achats de matériel, équipements et travaux
- achats de matière et fourniture non stockées



Ces charges ont été exclues car il existe un suivi particulier des coûts en zone non péréquées pour ces rubriques.

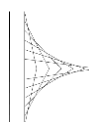
Clef : clef volume : quantités acheminées brutes en zone non péréquées / quantités acheminées brutes totales Pour l'ATRD7, nous avons une clef d'environ 0.60% (1.303/216.296 MWh).

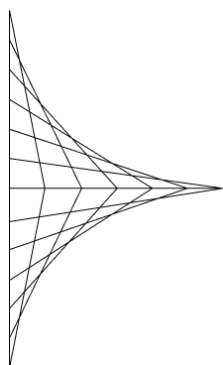
4) Suite donnée aux compléments apportés par l'opérateur

La méthodologie décrite ci-dessus est appliquée. Les couts totaux sont corrigés de la production immobilisée, fournitures non stockables, achats stockés, achats de matériel, équipements et travaux et les achats de matière et fournitures non stockées, puis un pourcentage de 0,6% est appliqué.

k€	2026	2027	2028	2029	Moyenne
Total charges, y compris communes non péréquées	1,794.3	1,931.1	2,015.2	2,024.3	1,941.2
Proposition du consultant	10.9	11.2	11.5	11.6	11.3

Tableau 84 – Charges et produits communes non péréquées à retraiter - demande et proposition final





PARIS INFRASTRUCTURE ADVISORY

La raison d'être de PIA est de développer une expertise de qualité pour soutenir ses clients dans le développement d'infrastructures respectueuses de l'environnement et contribuant au progrès humain.

A ce titre, PIA s'engage à contribuer majoritairement à des projets compatibles avec le scénario de développement durable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ; contribuer à des projets favorisant l'atteinte de l'un des dix-sept objectifs de développement durables tels que définis par les Nations Unis ; et contribuer à la formation des compétences futures aux enjeux sociétaux, politiques, techniques, économiques et financiers du développement durable

www.parisinfrastructureadvisory.com

contact@parisinfrastructureadvisory.com

+33.6.50.16.87.23

15, Rue Lacépède, 75005, Paris - France